

**Rapport de la septième session de la Conférence des Parties de l'Institution de la Mutuelle  
panafricaine de gestion des risques (Institution de l'ARC)**

**Introduction**

1. La septième session de la Conférence des Parties a été convoquée par le Directeur général de l'Institution de la Mutuelle panafricaine de gestion des risques (**Institution de l'ARC**), au nom du Président de la sixième session de la Conférence des Parties (le gouvernement de la République de Mauritanie), conformément à la décision 18 de la sixième session de la Conférence des Parties de tenir sa septième session entre janvier et mars 2019<sup>1</sup>. La réunion, qui a eu lieu le 1<sup>er</sup> avril 2019, au siège de l'Union africaine, à Addis-Abeba, en Éthiopie, a enregistré la participation des 24 États membres de l'Institution de l'ARC suivants : le Bénin, le Burkina Faso, les Comores, la Côte d'Ivoire, Djibouti, la Gambie, le Ghana, la Guinée, le Kenya, Madagascar, le Malawi, le Mali, la Mauritanie, le Mozambique, le Niger, le Nigéria, la République du Congo, le Rwanda, le Sénégal, le Soudan, le Tchad, le Togo, la Zambie et le Zimbabwe ; ainsi que la participation de l'Algérie et de l'Égypte. Une liste des participants est jointe aux présentes en tant qu'Annexe 1.
2. Les cinq donateurs suivants ont assisté à la réunion en qualité d'observateurs : le ministère britannique du développement international (DFID), la Banque allemande de développement (KfW), Affaires mondiales Canada, l'Agence suédoise de coopération internationale pour le développement (SIDA) et la Direction suisse du développement et de la coopération (DDC). Les organisations partenaires suivantes ont aussi assisté à la réunion en qualité d'observatrices : la Banque africaine de développement (BAD), la Confédération des syndicats agricoles d'Afrique australe (SACAU), et le Programme alimentaire mondial (PAM).

**Remarques d'ouverture**

3. La Conférence des Parties a été officiellement ouverte par Son Excellence, Monsieur Lamin B. Dibba, ministre des Affaires environnementales du gouvernement de la Gambie. S.E. Lamin Dibba a souhaité la bienvenue à toutes les délégations participant à la réunion et a exprimé combien la Gambie était honorée de présider la session ministérielle de la Conférence des Parties. Il a demandé à tous les États membres de l'Union africaine de continuer à soutenir l'ARC afin de s'assurer que l'Afrique soit un continent dépourvu de catastrophes. Il a noté que la Conférence permettait aux pays de partager leur expérience sur la gestion des risques de catastrophe.
4. M. Mohamed Beavogui, directeur général de l'Institution de l'ARC, a tout d'abord déclaré que des pensées émues accompagnent les trois millions de personnes qui auraient été touchées

---

<sup>1</sup> Rapport de la sixième session de la Conférence des Parties de l'Institution de la Mutuelle panafricaine de gestion des risques (Institution de l'ARC), (ARC/COP6/D044.0103\_18), Décision 18.

par le cyclone Idai dans les pays d’Afrique australe, à savoir le Mozambique, le Malawi et le Zimbabwe. M. Beavogui a fait remarquer qu’alors que les catastrophes climatiques telles que les cyclones, les sécheresses et les inondations devenaient de plus en plus fréquentes et intenses, l’Afrique restait la région la plus vulnérable aux catastrophes naturelles et aux impacts du changement climatique. À cet égard, M. Béavogui a souligné l’importance actuelle de l’ARC pour réunir des éléments essentiels de la gestion des risques, en offrant une proposition de valeur à ses membres et partenaires, grâce à un système d’alerte précoce, à une planification des interventions fondées sur un plan d’urgence bien formulé et à l’assurance indiciaire associée à la mutualisation des risques. M. Béavogui a conclu en remerciant les partenaires de l’ARC de leur soutien, à savoir, le Royaume-Uni, l’Allemagne, le Canada, la Suisse, la Suède, la France, les États-Unis, la Fondation Rockefeller et le Programme alimentaire mondial de l’ONU (PAM).

5. M<sup>me</sup> Angelline Rudakubana, directrice du bureau de liaison Afrique du PAM des Nations unies en Éthiopie, a exprimé sa reconnaissance de pouvoir assister et s’adresser à la conférence au nom du directeur exécutif du PAM. M<sup>me</sup> Rudakubana a noté que l’Afrique était ravagée à la fois par des catastrophes naturelles et d’origine humaine. M<sup>me</sup> Rudakubana a exprimé sa compassion pour les millions de personnes touchées par le cyclone Idai. Elle a noté que le cyclone Idai avait dévasté le Mozambique, le Malawi et le Zimbabwe et avait causé la perte de vies humaines et de moyens de subsistance. M<sup>me</sup> Rudakubana a félicité l’ARC pour ses efforts et a déclaré que le PAM continuerait à soutenir l’ARC et à s’y associer, y compris dans des initiatives *Replica* et de financement précoce.
6. M. Tosi Mpanu-Mpanu, membre du Conseil d’administration de l’Institution de l’ARC, a s’est adressé à la Conférence au nom de la présidente du Conseil d’administration de l’Institution de l’ARC, D<sup>re</sup> Ngozi Okonjo-Iweala. Il a remercié la Conférence des Parties, pour son soutien indéfectible et ses conseils sur la gestion des risques souverains de catastrophe. M. Mpanu-Mpanu a également souligné l’importance pour les États membres de redoubler d’efforts pour protéger les populations africaines contre les catastrophes naturelles et les phénomènes météorologiques extrêmes, compte tenu en particulier, des événements tragiques causés par le cyclone Idai au Mozambique, Malawi et Zimbabwe. M. Mpanu-Mpanu a fait part de l’inquiétude du Conseil d’administration de l’Institution de l’ARC quant au nombre peu élevé de signatures et de ratifications du Traité de l’ARC ainsi qu’au faible niveau de participation au régime d’assurance offert par l’ARC Ltd. Il a ensuite porté à la connaissance de la Conférence les réformes en cours de la gouvernance de l’ARC et a indiqué que l’objectif ultime était de permettre à l’ARC de fonctionner comme une organisation unifiée, qui soit souple, efficace et pleinement engagée auprès de ses États membres.
7. S.E. Josefa Leonel Correia Sacko, commissaire de l’Union africaine à l’économie rurale et à l’agriculture, a souhaité la bienvenue au siège de l’UA de tous les participants et les a remerciés d’être venus à la Conférence. Elle a manifesté sa solidarité envers les pays ravagés par le cyclone Idai – le Mozambique, le Malawi et le Zimbabwe. En outre, elle a noté que les catastrophes avaient doublé et étaient à l’origine de taux élevés de mortalité. Elle a rappelé

que l'Union africaine avait créé l'ARC en tant que moyen pour l'Afrique d'être autonome et autosuffisante. S.E. Sacko a donc encouragé les États membres qui ne l'ont pas encore fait à signer et ratifier le Traité de l'ARC. Par ailleurs, elle a noté que l'ARC était un outil transparent de renforcement des capacités de gestion des risques, fournissant des solutions durables aux effets combinés du changement climatique. Elle a également souligné l'importance de gérer l'impact des phénomènes climatiques de manière proactive, avec des mécanismes financiers novateurs, y compris le transfert de risques et en se concentrant sur des solutions qui permettront une participation plus importante des États membres au programme de l'ARC et un nombre croissant de pays participant au groupe de pays ayant souscrit une assurance auprès de l'ARC Ltd.

### Examen des lettres d'accréditation

8. La Conférence des Parties a accepté les lettres d'accréditation des 19 délégations suivantes, conformément aux recommandations du Comité de vérification des lettres d'accréditation : le Bénin, le Burkina Faso, les Comores, la Côte d'Ivoire, Djibouti, le Ghana, la Guinée, Madagascar, le Malawi, le Mali, la Mauritanie, le Niger, le Rwanda, le Sénégal, le Soudan, le Tchad, le Togo, la Zambie et le Zimbabwe.<sup>2</sup>
9. Les gouvernements algérien et égyptien y ont participé en tant qu'observateurs.

### Élection du Bureau

10. La Conférence des Parties a élu par consensus les pays suivants en tant que Membres du Bureau, comme le prévoit l'article 12.4 du Traité et a décidé que le Bureau exercerait également la fonction de Comité de vérification des lettres d'accréditation de la Conférence des Parties :

<b>Président</b>	S.E. Lamin B. Dibba, <b>Gambie (Afrique de l'Ouest)</b>
<b>1<sup>re</sup> Vice-présidente</b>	M <sup>me</sup> Marta Silesia Pedro Phiri, <b>Mozambique (Afrique australe)</b>
<b>2<sup>e</sup> Vice-président</b>	M. Allamine Alhabo, <b>Tchad (Afrique centrale)</b>
<b>3<sup>e</sup> Vice-présidente</b>	M <sup>me</sup> Zeinebou Maouloud, <b>Mauritanie (Afrique du Nord)</b>
<b>Rapporteur</b>	M. Patrick Rwinkoko, <b>Rwanda (Afrique de l'Est)</b>

### Remarques du Président

11. Le nouveau Président de la Conférence des Parties, S.E. Lamin B. Dibba, du gouvernement gambien, a remercié le Président sortant de la Conférence des Parties pour le leadership dont a fait preuve la Mauritanie au cours de l'année écoulée.

---

<sup>2</sup> Le Mozambique n'a pas présenté sa lettre d'accréditation du fait qu'il était représentés par ses représentants permanents auprès de l'UA. Les délégations congolaise, kényane et nigériane, à la Conférence des Parties n'ont pas fourni leur lettre d'accréditation.

**Adoption de l'ordre du jour et examen des demandes d'organisations partenaires de participer à la septième session de la Conférence des Parties en qualité d'observatrices**

12. La Conférence des Parties a adopté l'Ordre du jour et le Programme de travail de sa réunion. L'Ordre du jour tel qu'adopté est joint au présent Rapport en tant qu'Annexe 2.
13. La Conférence des Parties a approuvé la demande des organisations partenaires de participer aux séances publiques de la session de la Conférence des Parties en qualité d'observatrices.

**Rapports et exposés du Rapport des hauts fonctionnaires**

14. Le président des Hauts fonctionnaires, S.E. Lamin Camara, de la Gambie a présenté le rapport et les recommandations des Hauts fonctionnaires. La Conférence des Parties a examiné le rapport et les recommandations sur les rapports et exposés suivants :
  - a. Présentation par M. Mohamed Béavogui, Directeur général de l'Institution de l'ARC, du rapport d'activité et des progrès de l'Institution de l'ARC depuis la sixième session de la Conférence des Parties, y compris : (i) un aperçu sur les débuts de l'ARC ; (ii) le cycle et un résumé des accomplissements du Programme ARC ; (iii) le point sur la performance du pool de gestion des risques de l'ARC ; (iv) les défis de l'ARC ; ainsi que (v) les recommandations pour 2019 ;
  - b. Présentation par M<sup>me</sup> Dolika Banda, Directrice exécutive de la société d'assurance de la Mutuelle panafricaine de gestion des risques (ARC Ltd), des activités de l'ARC Ltd depuis la sixième session de la Conférence des Parties, y compris : (i) la performance de souscription 2018 de l'ARC Ltd ; (ii) les résultats financiers 2018 de l'ARC Ltd ; (iii) une évaluation prospective quinquennale ; et, (iv) un exposé sur la viabilité à court et à long termes de l'ARC Ltd ;
  - c. Présentation faite par le Prof. Peter Mwanza, membre du Conseil d'administration de l'Institution de l'ARC, du rapport du Conseil d'administration de l'Institution de l'ARC à la Conférence des Parties, comme l'exige l'article 15, paragraphe 1(q) du Traité ;
  - d. Présentation du Programme de travail et du Budget pour 2019 ;
  - e. Examen du renouvellement du mandat du Directeur général ;
  - f. Présentation et discussion du processus de réforme de la gouvernance de l'ARC ;
  - g. Examen de la sélection des membres et des suppléants du Conseil d'administration pour les sièges de l'Afrique australe et de l'Afrique de l'Ouest au Conseil d'administration de l'Institution de l'ARC ;
  - h. Présentation et discussion sur l'état d'avancement de la ratification du Traité de l'ARC ;

- i. Point sur la sélection du siège de l'Institution de l'ARC et de l'ARC Ltd ;
- j. Discussions portant sur la recherche et le développement (**R&D**) ainsi que sur d'autres nouveaux produits, y compris les produits d'assurance contre les cyclones tropicaux, les inondations, les foyers et flambées épidémiques (**O&E**) et *Replica* ;
- k. Discussion du financement des primes ; et,
- l. Considération de la date et du lieu de la prochaine session de la Conférence des Parties.

### **Recommandations des Hauts fonctionnaires**

15. La Conférence des Parties, suite à son examen des recommandations faites par les Hauts fonctionnaires, a pris les décisions suivantes :

#### **Rapport de la Directrice exécutive de l'ARC Ltd**

- a. a pris note du travail réalisé par l'ARC Ltd et des progrès que cette dernière a accomplis depuis la sixième session de la Conférence des Parties, notamment : (i) de la performance de souscription 2018 de l'ARC Ltd; (ii) des résultats financiers 2018 de l'ARC Ltd ; (iii) d'une évaluation prospective quinquennale; et, (iv) d'un exposé sur la viabilité à court et à long termes de l'ARC Ltd.
- b. a affirmé sa solidarité à l'égard de la disposition relative au Groupe de pays mutualisant leurs risques auprès de l'ARC Ltd et a recommandé que l'ARC trouve des moyens innovants de soutien au financement des primes.

#### **Rapport du Conseil d'administration**

- c. a approuvé le Rapport du Conseil d'administration de l'Institution de l'ARC et a remercié le Prof. Mwanza pour sa présentation détaillée.
- d. a accueilli favorablement les progrès liés à la gouvernance et aux opérations à long terme de l'Institution de l'ARC.

#### **Programme de travail et Budget**

- e. a adopté le Programme de travail et le Budget 2019, qui avaient été préparés et qui lui avaient été présentés par le Secrétariat, conformément à l'article 17, paragraphe 5 (c) du Traité, et joints au présent rapport en tant qu'Annexe 3.

#### **Renouvellement du mandat du Directeur général**

- f. a su gré au Directeur général de son importante contribution à l'Institution de l'ARC et a prorogé le mandat de ce dernier d'un an, du 1<sup>er</sup> septembre 2019 au 31 août 2020, compte tenu de la réforme de la gouvernance en cours, dont la fin est prévue le 31 décembre 2019.

#### **Processus de réforme de la gouvernance de l'ARC**

- g. a pris acte des progrès réalisés à l'égard du processus de réforme de la gouvernance de l'ARC à ce jour et a salué le travail effectué par le Comité de pilotage sur l'évolution structurelle de la gouvernance et des opérations de la Mutuelle panafricaine de gestion des risques.
- h. a exhorté le Comité de pilotage sur l'évolution structurelle de la gouvernance et des opérations de la Mutuelle panafricaine de gestion des risques d'achever ses travaux, d'ici au 31 décembre 2019 au plus tard.
- i. a reconnu le travail qui s'est caractérisé par la transparence, la redevabilité et la prévention de tout conflit d'intérêt dans le processus de réforme ainsi que par le soutien en faveur de la continuité du même processus.

#### **Sélection des membres et des membres suppléants du Conseil d'administration**

- j. a prorogé les mandats de l'ensemble des membres et des suppléants du Conseil d'administration de l'Institution de l'ARC, d'un an, afin d'assurer la continuité, compte tenu de la réforme de la gouvernance en cours, ainsi que de leur importante contribution à l'ARC.

#### **Signature et ratification du Traité**

- k. a félicité les gouvernements de la Guinée et de Madagascar d'avoir déposé leur instrument de ratification auprès de la Commission de l'UA, ce qui porte le nombre de ratifications à huit (8) pays.
- l. reconnaissant le caractère urgent de la question, a rappelé la décision de ses cinquième et sixième sessions d'inviter tous les États membres de l'ARC à renouveler leur engagement à ratifier ledit Traité fin 2019, au plus tard.
- m. a reconnu la Gambie, comme sa présidente actuelle, afin de se faire la championne du programme de l'ARC auprès des États membres, de mener la campagne de sensibilisation à la signature et à la ratification du Traité de l'ARC et de renforcer la compréhension des États membres de l'importance du modèle de l'ARC.

#### **Critères de sélection du siège permanent de l'Institution de l'ARC et de l'ARC Ltd**

- n. a pris acte de la mise à jour des critères de sélection d'un siège permanent pour l'Institution de l'ARC et l'ARC Ltd, adoptés par le Conseil d'administration de l'Institution de l'ARC, ainsi que du travail réalisé jusqu'ici par le Comité de sélection du siège.
- o. a pris note des deux offres d'accueil du siège de l'Institution de l'ARC et de l'ARC Ltd soumises par les gouvernements du Soudan et de la Côte d'Ivoire et a

encouragé les autres gouvernements intéressés à soumettre leur offre au plus tard le 26 avril 2019.

#### **Recherche et développement**

- p. a pris acte de la mise à jour de la recherche et du développement (**R&D**) et d'autres nouveaux produits, y compris les produits d'assurance contre les cyclones tropicaux, les inondations, les foyers et flambées épidémiques (**O&E**) y compris les maladies du bétail et *Replica*.
- q. a exprimé sa solidarité envers les pays ravagés par le cyclone Idai, à savoir le Mozambique, le Malawi et le Zimbabwe, et, adresse ses condoléances aux millions de personnes touchées par la tragédie.
- r. a exprimé sa reconnaissance envers les pays africains et la communauté internationale pour leur aide aux pays touchés par le cyclone Idai.
- s. a réitéré son appui au projet pilote O&E.
- t. a approuvé les modifications proposées à apporter au modèle *Replica*, afin de permettre à l'entité partenaire de signer et d'acheter sa police d'assurance au cas où le pays ne parviendrait pas au bout du compte à signer ou à payer.
- u. a encouragé l'ARC d'adopter une approche inclusive et d'impliquer les pays afin d'améliorer les produits qui existent déjà et de développer de nouveaux produits, en se concentrant sur les besoins réels des pays.

#### **Date et lieu de la prochaine session de la Conférence des Parties**

- v. a décidé de tenir une session extraordinaire le 26 novembre 2019 et sa prochaine session ordinaire le 17 mars 2020 et a invité les États membres souhaitant les accueillir à soumettre leur offre au Secrétariat de l'ARC, six mois avant chaque session.

#### **Remarques de clôture**

16. La Conférence des Parties a vivement et sincèrement remercié la Commission de l'Union africaine, par l'intermédiaire du Département de l'économie rurale et de l'agriculture, d'avoir accueilli sa septième session à Addis-Abeba
17. Le président de la Conférence des Parties, S.E. Lamin B. Dibba de la Gambie, a, dans ses remarques finales, indiqué que l'environnement est le portefeuille le plus important de l'économie, car l'environnement soutient les écosystèmes que nous utilisons pour la production alimentaire. Sur une échelle plus large et dans le contexte de l'ARC, l'Afrique peut s'occuper de ses problèmes en veillant à ce que les pays africains s'engagent à trouver des solutions pour le continent africain.

18. Le président de la Conférence des Parties, S.E. Lamin B. Dibba de la Gambie, a levé la séance en remerciant les ministres et tous les participants de leur participation et de la qualité du travail et en souhaitant aux délégations un bon voyage de retour.



**Annexe 1**

**Liste des participants à la septième session de la Conférence des Parties de l'Institution de la Mutuelle panafricaine de gestion des risques**

<b>PAYS</b>	<b>NOM</b>	<b>TITRE</b>
<b>Union Africaine</b>		
	S.E. Josefa Leonel Correia Sacko	Commissaire de l'Économie Rurale et Agriculture
<b>Bénin</b>		
	Francoise Assogba Komlan	Secrétaire générale du Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche
	Medard Ouinakonhan	Point focal suppléant de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques et Chef du Service de l'adaptation aux changements climatiques au Ministère du Cadre de Vie et du Développement Durable
<b>Burkina Faso</b>		
	Hien Sitégné	Coordinateur national de l'ARC
<b>Comores</b>		
	Said abdou	Secrétaire général du ministère de l'Intérieur
	Mohammed Ben Cheikh	Directeur adjoint de la Direction générale de la Sécurité civile
<b>Côte d'Ivoire</b>		
	Doumbia Abou-Bakary	Conseiller technique auprès du ministre de l'Économie et des Finances
	Lucien Bouafon	Directeur des services financiers
	Karim Diarrassouba	Directeur des assurances
<b>Djibouti</b>		
	Sirag Omar Abdoukader	Secrétaire général du Ministère de l'Intérieur
	Ahmed Mohamed Madar	Secrétaire exécutif de gestion des catastrophes
<b>Gambie</b>		
	H.E Lamin B. Dibba	Ministre des affaires environnementales
	Lamin Camara	Secrétaire permanent auprès du ministère de l'Agriculture
	Ansumana Touray	Secrétaire permanent adjoint, représentant par intérim de la Gambie auprès de l'ARC Ltd
	Isatou Camara	Expert en paramètres de transfert des risques pour la Gambie auprès du ministère des Finances et des Affaires économiques

	Mawdou Amadou Jallow	Coordinateur national de l'ARC
<b>Ghana</b>		
	Charlotte Nana Norman	Directrice du NADMO
	Hon. Eric Agyemang Prempeh	Directeur Général du NADMO
	Beatrice Effah	Assistante du Directeur Général
	Foster Aboague Gyamfi	Économiste principal auprès du ministère des Finances
<b>Guinée</b>		
	Delphine Ouendeno	Coordinatrice nationale de l'ARC
	Fatoumata Camara	Référente ARC
<b>Kenya</b>		
	Erick Komolo	Autorité de surveillance des assurances – autorité de réglementation du secteur de l'assurance
	Nelson Mutanda	Directeur adjoint de l'Autorité nationale de gestion de la sécheresse ( <i>National Drought Management Authority - NDMA</i> ) et coordinateur national
	Psamson Nzioki	Responsable de programme – Programme relatif à l'intégrité de la gouvernance climatique
	Patrick Nzusi	Ministre Conseiller
	Boniface Ngigi	Économiste principal
	Beth Njeri Ngundu	Analyste principal en politique économique
<b>Madagascar</b>		
	Charles-Clément Rakololahy	Conseiller spécial auprès du Premier Ministre
	Onja Miandry Rakotondramana	Conseiller technique auprès du ministère de l'Économie et des Finances
<b>Malawi</b>		
	Doshanie Kadokera	Économiste auprès du ministère de l'Agriculture
	Alexander Namaona	Directeur de la planification
<b>Mali</b>		
	Kassoum Denon	Ministre, Commissaire à la Sécurité alimentaire
	Mary Diallo	Chargée de mission auprès de M. le Ministre K. Denon
	Diakaridia Dioma	Responsable des PTR ARC

<b>Mauritanie</b>		
	Zeinebou Maouloud	Superviseur du programme de l'ARC, Commissariat à la sécurité alimentaire
	Moustapha Cheikh Abdellohi	Coordinateur national de l'ARC
	Mohamed Khayar	Commissaire adjoint, Commissariat à la sécurité alimentaire
<b>Mozambique</b>		
	Marta Pedro Phiri	Technicien planning INGC
	Jussar Nereno Andre	Suivi et évaluation au Ministère de l'économie et des finances
<b>Niger</b>		
	Liman Abari Chegou Sanousi	Secrétaire permanent du Mécanisme national d'atténuation des crises alimentaires
	Moumouni Adamou	Conseiller technique auprès du ministre des Finances
	Abdelkader Aghalai	Directeur de cabinet, bureau du Premier ministre
<b>Rwanda</b>		
	Patrick Rwinkoko	Spécialiste juridique auprès du Ministère de l'agriculture et des ressources animales
<b>Sénégal</b>		
	Ndongo Dieng	Ministre conseiller auprès de l'Ambassade du Sénégal à Addis Abeba
	Massamba Diop	Coordinateur national de l'ARC
	Mamadou Deme	Directeur chargé des assurances
	Abdoulaye Noba	Directeur de la protection civile
	Momath Ndao	Commissaire Contrôleur des assurances au ministère de l'Économie, des Finances et du Plan
	Galo Diop	
<b>Soudan</b>		
	Osman Atta Mohamednor	Major général de police – Prévention et sécurité, gestion des catastrophes naturelles
	Fath Elalim Abdahlrman	Protection civile de Khartoum
<b>Tchad</b>		
	Mahamat Djibrine	Directeur adjoint de la planification nationale et des études prospectives auprès du Ministère de l'agriculture et de l'environnement
	Allamine Al Habo	Coordinateur national de l'ARC
<b>Togo</b>		
	Kpatchim Wake	Chef de division pour la planification, Agence nationale de la protection civile, ministère

		de la Sécurité et de la Protection civile
	Essobadou Batayodi	Économiste, ministère de l'Économie et des Finances
	Essiomle Komi	Ingénieur en agroéconomie, ministère de l'Agriculture
	Konlani Dondioque	Chef de cabinet du ministère de l'Agriculture
<b>Zambie</b>		
	Mwansa Subulwa	Coordinateur régional RRC
	Sikaona Lenganji	Directeur adjoint RRC
<b>Zimbabwe</b>		
	Miriam Usayi	Economiste principal, Ministère de l'agriculture
	Farai Chidavaenzi	Economiste principal, Ministère de l'agriculture
<b>Conseil d'administration de l'Institution de l'ARC</b>		
	Tosi Mpanu-Mpanu	Membre
	Professeur Peter Mwanza	Membre
<b>Comité de direction de l'ARC Ltd</b>		
	Abdoulie Janneh	Directeur
<b>OBSERVATEURS</b>		
	H.E. Shimizu Fumio	Ambassadeur du Japon auprès de l'UA
	H.E. Lamine Baali	Ambassadeur de la République arabe sahraouie démocratique auprès de l'UA
	Farida Azzi	Attachée de l'ambassade d'Algérie
	Mohammed Halima	Attaché de l'ambassade d'Égypte
	Amadou Diallo	Référent ARC, Sénégal
	Singue Donald	Financement de la lutte contre le changement climatique, BAD
	Fhumulani Mashau	Chargé de projet, Confédération des syndicats agricoles d'Afrique australe (SACAU)
	Leonardo Martinez-Diaz	World Resources Institute, Directeur Monde du centre de la finance durable
	Jack Carlyle McClamrock	World Resources Institute, analyste de la recherche, centre de la finance
	Veronika Bertram-Huemmer	KfW
	Stephane Duval	Affaires Mondiales Canada
	Dr Senait Regassa	Bureau éthiopien de l'Agence suédoise de développement et de coopération internationale
	Gib Brown	Mission d'USAID auprès de l'UA
	Claire Horton	Bureau éthiopien d'USAID
	Addis Teshome Kebede	Bureau éthiopien de la DDC
	Daniel Wilcox	DFID

	Thero O. Mokoti	Premier secrétaire à l'ambassade du Botswana
	Diane Aboubakar	Commission de l'Union africaine
	Angelline Rudakubana	Bureau pour l'Afrique du PAM (Addis-Abeba) et représentante auprès de l'UA
	Mohameden Zein	Programme alimentaire Mondial

**PROJET D'ORDRE DU JOUR ET DE PROGRAMME DE TRAVAIL**  
**Hauts fonctionnaires**

**DIMANCHE 31 MARS 2019**

8h00 à 8h45 Enregistrement des délégués

**Séance de la matinée**

9h00 à 9h10 Mot de bienvenue prononcé par le Président de la Conférence des Parties

9h10 à 9h30 Élection du Bureau

9h30 à 9h40 Examen du projet d'Ordre du jour et de Programme de travail ainsi que des demandes des organisations partenaires de participer à la session de la Conférence des Parties, en tant qu'observatrices

***Exposés***

9h40 à 10h20 Aperçu donné par le Directeur général de l'Institution de l'ARC sur les activités de l'Institution de l'ARC depuis la sixième session de la Conférence des Parties

10h20 à 10h50 Exposé sur les activités de la société d'assurance de la Mutuelle panafricaine de gestion des risques (ARC Ltd) depuis la sixième session de la Conférence des Parties

**10h50 à 11h10 Pause-café/thé**

11h10 à 11h40 Rapport du Conseil d'administration de l'Institution de l'ARC

**SÉANCE À HUIS-CLOS**

***Points soumis à la prise de décision***

11h40 à 12h20 Examen du Programme de travail et du Budget au titre de l'année 2019 et du Rapport du Conseil d'administration de l'Institution de l'ARC y afférent

12h20 à 12h45 Examen du renouvellement du mandat du Directeur général

12h45 à 13h15 Examen de la sélection des membres et des suppléants du Conseil d'administration pour les sièges de l'Afrique australe et de l'Afrique de l'Ouest au Conseil d'administration de l'Institution de l'ARC

**13h15 à 14h15 Pause-déjeuner**

**Séance de l'après-midi**

**Points à débattre**

- 14h15 à 14h40      Présentation et discussion du processus de réforme de la gouvernance de l'ARC
- 14h40 à 15h15      Point sur la sélection du siège de l'Institution de l'ARC et de l'ARC Ltd
- 15h15 à 15h30      Présentation et discussion sur l'état d'avancement de la ratification du Traité de l'ARC

**SÉANCE PUBLIQUE**

**Points à débattre (suite...)**

- 15h30 à 16h00      Discussions portant sur la recherche et le développement ainsi que sur d'autres nouveaux produits, y compris les produits d'assurance contre les cyclones tropicaux, les inondations, les foyers et flambées épidémiques et *Replica*
- 16h00 à 16h20      Pause-café/thé**
- 16h20 à 16h45      Discussion du financement des primes

**Points soumis à la prise de décision**

- 16h45 à 17h00      Considération de la date et du lieu de la prochaine session de la Conférence des parties.
- 17h00 à 17h15      Remarques de clôture
- 19h00                  Dîner de gala**

**LUNDI 1<sup>er</sup> AVRIL 2019**

**Séance de la matinée**

**SÉANCE À HUIS-CLOS**

- 9h00 à 10h30      Adoption du Rapport et des Recommandations des Hauts fonctionnaires.

**PROJET D'ORDRE DU JOUR ET DE PROGRAMME DE TRAVAIL**  
**Session ministérielle**

**LUNDI 1<sup>ER</sup> AVRIL 2019**

**Cérémonie d'ouverture**

- |               |  |
|---------------|--|
| 14h00 à 15h00 | Remarques préliminaires  |
| 15h00 à 15h10 | Mot de bienvenue prononcé par le Président et adoption du projet d'ordre du jour et d'organisation du Programme de travail |

**Exposés**

- |               |  |
|---------------|--|
| 15h10 à 15h45 | Aperçu donné par le Directeur général de l'Institution de l'ARC sur les activités de l'Institution de l'ARC depuis la sixième session de la Conférence des Parties     |
| 15h45 à 16h15 | Exposé sur les activités de la société d'assurance de la Mutuelle panafricaine de gestion des risques (ARC Ltd) depuis la sixième session de la Conférence des Parties |

**16h15 à 16h35**      **Pause-café/thé & Photo de groupe**

- |               |   |
|---------------|---|
| 16h35 à 17h00 | Rapport du Conseil d'administration de l'Institution de l'ARC |
|---------------|---|

**SÉANCE À HUIS-CLOS**

**Points à débattre**

- |               |   |
|---------------|---|
| 17h00 à 17h40 | Présentation du Rapport et des Recommandations des Hauts fonctionnaires |
| 17h40 à 18h40 | Examen du Rapport et des Recommandations des Hauts fonctionnaires       |

**SÉANCE PUBLIQUE**

**Points soumis à la prise de décision**

- |               |  |
|---------------|--|
| 18h40 à 18h50 | Accord sur la date et le lieu de la prochaine session de la Conférence des Parties |
| 18h50 à 19h00 | Remarques de clôture   |





# Programme de travail provisoire pour l'année 2019

Décembre 2018

ARC/COP7/D002.2702\_19

[www.africanriskcapacity.org](http://www.africanriskcapacity.org)

## Glossaire

ADRFi – Programme africain de financement des risques de catastrophe naturelle

BAD – Banque africaine de développement

ARC Ltd – Société d’assurance de la Mutuelle panafricaine de gestion des risques

ARV – Africa RiskView

CdP – Conférence des Parties

IEC – Indice des extrêmes climatiques

CEDEAO – Communauté économique des États de l’Afrique de l’Ouest

ESA – Division de l’engagement pays en Afrique de l’Est et Afrique australe

ILRI – Institut international de recherche sur l’élevage

PEF – Mécanisme de financement d’urgence en cas de pandémies

AP&ST – Département des Affaires politiques & services techniques

R&D – Département Recherche & Développement de l’ARC

CDAA – Communauté de développement d’Afrique australe

FET – Forum d’examen technique

DAT – Division assistance technique

XCF – Dispositif de lutte contre les conditions climatiques extrêmes

## Introduction

Ce document donne un aperçu du Programme de travail de l'Institution de l'ARC pour 2019. Il comprend différentes sections qui présentent brièvement les domaines de travail, les principaux axes stratégiques, un résumé des principales interventions prévues en 2019, ainsi qu'une description du lien entre ces interventions et les activités menées en 2018 et des résultats escomptés.

La première partie de ce document consiste en un résumé de la feuille de route de la transformation de l'ARC en 2019 et au-delà. Face aux défis que doit relever l'ARC, cette transformation vise à tirer parti des activités de renforcement des capacités engagées en vue de l'augmentation du nombre de pays assurés et à donner la direction à suivre pour développer différentes solutions simples et adaptées en créant de nouveaux produits et mécanismes répondant spécifiquement aux besoins des États membres.

Les sections suivantes traitent de la poursuite du Programme de travail de l'ARC depuis 2018 en vue du développement de produits, de l'augmentation du nombre de pays assurés et d'une collaboration renforcée avec les pays en 2019. Il sera également question des mesures prises pour optimiser la gouvernance de l'ARC et assurer son développement en tant qu'institution, et du plan de travail qu'élabore le département Recherche et Développement (R&D) pour améliorer *Africa RiskView* et accélérer le développement de nouveaux produits de transfert de risques, comme les projets pilotes d'assurance contre les inondations fluviales, le programme d'assurance contre les foyers et flambées épidémiques (O&E) et le dispositif de lutte contre les conditions climatiques extrêmes (XCF). Vient ensuite un résumé des programmes de travail de chaque division du département Programme – Engagement pays, Planification d'urgence et Assistance technique – en termes d'activités entreprises par l'ARC au niveau national et régional (renforcement des capacités, sensibilisation/promotion et processus d'examen).

Concernant le département des Affaires politiques & services techniques, ce document présente les activités qui seront menées en collaboration avec la division Engagement pays et l'ARC Ltd afin d'améliorer les stratégies pays, développer des partenariats et soutenir le financement des primes. La section Suivi & Évaluation (S&E) présente les processus de renforcement des capacités des pays et les processus d'évaluation internes, et il sera ensuite question du nouveau département Égalité des sexes et de l'élaboration de la stratégie relative à l'égalité des sexes de l'ARC. Une autre section présente le travail du département Communication et ses propositions en vue d'améliorer les processus de communication interne de l'ARC et de créer des réseaux externes de sensibilisation par le biais de partenariats et de l'engagement médias. Enfin, il sera question de l'ARC Ltd et des activités qu'elle mènera avec l'Institution de l'ARC, dont le développement de nouveaux produits d'assurance et les mesures visant à une meilleure compréhension et à l'adoption des mécanismes de transfert de risques dans les États membres.

## Transformation vers une ARC 2.0

Le plan de travail 2019 de l'ARC reste tourné vers le renforcement des capacités, l'engagement politique et l'innovation en matière de solutions techniques et financières de gestion des risques de catastrophes naturelles au sein des États membres de l'ARC. Au-delà des efforts importants poursuivis en termes de renforcement des capacités, qui se sont traduits par l'octroi de Certificats de conformité et de bonnes pratiques (CCBP) à 15 pays en 2018, il est nécessaire de transformer le renforcement des capacités proprement dit en une stratégie proactive visant l'augmentation du nombre de pays assurés en ciblant les besoins des États membres et la viabilité institutionnelle. Cette transformation constituera une approche novatrice tout en conservant des délais réalistes pour fixer et atteindre les objectifs dans la continuité des axes de travail définis en 2018. Les éléments centraux du Programme de travail seront les suivants :

- i. Solutions d'assurance dynamiques et diversifiées
- ii. Amélioration et la simplification des travaux de Recherche & Développement
- iii. Programme de renforcement des capacités adapté et plus efficace

### Solutions d'assurance dynamiques et diversifiées

La capacité de l'ARC à susciter l'intérêt pour son principal produit dépend de sa capacité à tenir compte de la question de l'accessibilité financière, notamment dans les États membres à faibles revenus et confrontés à des restrictions budgétaires. Dans les pays à revenus intermédiaires, l'ARC reste avantageuse par rapport à d'autres produits, par ailleurs abordables en termes absolus, mais il existe un risque que ses produits soient encore perçus comme trop coûteux et ne suscitent pas l'adhésion voulue.

Compte tenu des ressources limitées des États membres, du sentiment de lassitude vis-à-vis du paiement des primes et des caractéristiques inhérentes à l'assurance (couverture d'événements peu fréquents et à fort impact), la participation des donateurs sous forme de subventions aux primes d'assurance rendra l'ARC plus intéressante aux yeux des États membres et contribuera à sa viabilité. Le financement des primes est une composante éprouvée des mécanismes de transfert de risques existants dans le monde et permettrait à l'ARC de disposer de la marge de manœuvre nécessaire au développement de produits adaptés aux besoins des pays. L'ARC ciblera la mobilisation et l'allocation de ressources financières aux États membres qui démontrent leur engagement à long terme dans la gestion des risques de catastrophes naturelles, comme le prévoit le Programme africain de financement des risques de catastrophe naturelle (ADRFi) de la Banque africaine de développement (BAD) et de l'ARC.

Si un mécanisme de financement des primes était mis en place, il conviendrait, d'un point de vue stratégique, de cibler en premier lieu les pays à faibles revenus qui remplissent les conditions pour être assurés auprès de l'ARC à court terme. Intervenir auprès des pays les plus pauvres – ceux qui ont le plus grand besoin de renforcer leurs capacités et de bénéficier d'une assurance – est conforme à la mission de l'ARC, qui est de protéger les populations africaines vulnérables. Cela s'inscrit également dans la continuité des efforts engagés pour recourir au financement des primes afin d'améliorer l'accessibilité financière de manière ciblée, et confirme ce qui a fonctionné jusqu'à présent dans les pays à faibles revenus et exposés aux catastrophes naturelles qui ont rejoint la mutuelle d'assurance.

Compte tenu des difficultés auxquelles elle est confrontée chaque année pour convaincre les États membres de prélever les fonds nécessaires aux primes d'assurance sur des budgets annuels déjà restreints, l'ARC propose de collaborer avec les États membres afin de rechercher de nouvelles sources de financement ciblées qui ne nécessitent ni renouvellement ni processus législatifs ou politiques annuels. Conformément à sa politique d'innovation, l'ARC s'emploie à étudier des options autres qu'un contrat d'assurance annuel « classique ». Deux solutions d'assurance pourraient constituer des solutions d'avenir.

- **Contrats d'assurance à l'échelle infra-nationale**

Il ressort de différents éléments concrets que des contrats d'assurance à l'échelle infra-nationale, autrement dit couvrant différentes régions spécifiques à l'intérieur d'un même pays, pourraient convenir à certains États membres qui estiment que le modèle actuel – offrant une couverture à plus grande échelle – ne répond pas à tous leurs besoins. À cette fin, l'ARC mettra en place des programmes pilotes de contrats d'assurance « localisés » afin d'être en mesure de répondre plus efficacement aux besoins essentiels de ses États membres et des populations les plus vulnérables.

- **Partage des risques avec des compagnies d'assurance locales**

Dans un souci partagé de renforcer le sentiment d'appropriation dans les pays, un modèle de partage des risques avec des compagnies d'assurance locales sera étudié et, dans la mesure du possible, testé. Cette solution est conforme à la philosophie de l'ARC, permettra de renforcer les capacités des compagnies d'assurance locales en termes de compréhension de la gestion des risques et de compétences à cet égard, et les avantages économiques tangibles qu'en retireront les pays ne pourront que les inciter à adhérer à la mutuelle ARC.

À moyenne échéance, l'ARC étudiera la possibilité d'offrir un produit hybride d'épargne et d'assurance à long terme ciblant les événements très fréquents et à impact modéré, où l'essentiel des « primes » annuelles des pays alimenterait un compte d'épargne sécheresse créé par l'ARC à partir de la part restante afin d'offrir une véritable couverture du « risque de perte extrême » en cas de sécheresse majeure. Dans l'idéal, ce produit permettrait également aux donateurs d'apporter leur contribution, conformément à leurs objectifs.

### **Amélioration et simplification des travaux de R&D**

Le produit d'assurance contre la sécheresse de l'ARC, intégré à *Africa RiskView*, est à l'avant-garde de ce que propose actuellement le secteur, mais n'en reste pas moins soumis à une forte concurrence. Pour rester à la pointe de la recherche sur la modélisation des sécheresses et être en mesure de répondre à la demande de ses clients, l'ARC modifie son approche de la conception de produits pour tirer profit de toutes les nouvelles données et technologies disponibles. Le Forum d'examen technique, un organisme créé en 2018 afin d'attirer des spécialistes du monde entier tout en adaptant leurs compétences au contexte africain, guidera le travail d'amélioration continue du produit d'assurance actuel et contribuera à identifier d'autres modèles qui puissent s'intégrer dans les différents produits offerts aux États membres. Cette approche permettrait d'obtenir de meilleurs résultats au plan financier, de mener des recherches approfondies et d'améliorer le produit le plus performant du marché. Par ailleurs, une analyse conjointe de la simplicité et de la précision permettra d'examiner certains éléments du processus de personnalisation et de les adapter en vue d'un « allègement » du

processus de personnalisation, afin de renforcer la compréhension des clients et d'optimiser le temps consacré aux formations.

### **Un programme de renforcement des capacités adapté et plus efficace**

Les États membres ne forment pas un ensemble homogène, ce qui signifie que la proposition de valeur de l'ARC dépend (1) de la nature des catastrophes naturelles auxquelles ils sont font face aujourd'hui et qu'ils auront à affronter à l'avenir, (2) des autres mécanismes existants d'atténuation des risques et d'intervention en cas de catastrophe ainsi que (3) de l'accessibilité financière et de la capacité et de la volonté des États membres d'acheter le produit. À l'avenir, l'ARC fera en sorte de redéfinir et d'adapter son message et ses stratégies d'engagement en fonction des spécificités des États membres, afin de s'assurer que sa proposition de valeur soit nuancée, intéressante et adaptée au contexte précis de chaque pays.

En termes pratiques, cette approche doit s'accompagner de stratégies détaillées qui seront intégrées aux programmes de travail nationaux afin de sensibiliser les responsables politiques et les membres des gouvernements à l'ARC et son programme. Elle vise en outre de garantir que les principes de l'assurance sont bien compris, que le programme de l'ARC bénéficie du soutien requis et que les gouvernements se chargent de la gestion des attentes. Associée à des critères clairs et uniformes concernant la composition des groupes de travail (GTT), cette approche conduirait à un processus plus efficace de renforcement des capacités et rendrait les processus d'engagement pays plus efficaces. La simplification du message et des contenus de l'ARC au sein des gouvernements et des groupes de travail contribuera à réduire le risque de malentendus et, par conséquent, le risque de base.

Une plateforme multimédia interactive est à l'étude pour héberger à moyen terme un programme complet de formation, « ARCADEMY ». Avec l'aide des partenaires sur le terrain et la réalisation d'un processus d'évaluation clairement défini, l'objectif est ici d'encourager les responsables gouvernementaux à participer activement et régulièrement au processus de renforcement des capacités tout en ayant l'assurance d'obtenir une certification à des fins de développement personnel.

## **Renforcement des institutions**

En 2019, l'action de l'ARC restera axée sur le soutien apporté à ses États membres afin de les encourager à ratifier rapidement le Traité de l'ARC. Lors de la sixième session de la Conférence des Parties de l'ARC (CdP) qui s'est tenue à Nouakchott (Mauritanie) en mars 2018, les États membres de l'Institution de l'ARC ont réaffirmé leur volonté de ratifier le Traité de l'ARC dès que possible. Huit pays – la Mauritanie, la Gambie, le Mali, le Sénégal, le Tchad, la Guinée, le Togo et Madagascar – l'ont déjà ratifié et déposé leurs instruments de ratification auprès du Président de la Commission de l'Union africaine (CUA), ce qui signifie que seuls deux autres instruments de ratification sont requis pour que le Traité entre en vigueur définitivement. Le Secrétariat de l'Institution de l'ARC a élaboré un plan de ratification pour encourager les États membres de l'Institution de l'ARC à s'engager en ce sens et s'emploiera à atteindre le seuil requis de dix ratifications en 2019.

Le Conseil d'administration de l'Institution de l'ARC s'est réuni à deux reprises en 2018, en février et en septembre. Des membres du Comité de direction de l'ARC Ltd ont participé aux deux réunions dans le but de renforcer la coordination entre l'Institution de l'ARC et l'ARC Ltd. Le Conseil de l'Institution de l'ARC et le Comité de direction de l'ARC Ltd (les Conseils) se réuniront à nouveau en février et en septembre 2019 afin de faciliter le

processus collectif de prise de décisions. Le Conseil de l'Institution de l'ARC organisera ses propres réunions en marge de ces réunions conjointes afin d'arrêter des décisions, transmettre ses directives au Secrétariat de l'Institution et prendre les mesures nécessaires pour mettre en pratique les décisions stratégiques de la CdP.

L'Institution de l'ARC est en train de planifier la septième session de la CdP, qui aura lieu en mars 2019 à Khartoum (Soudan).

### Réforme de la gouvernance

À la demande des Conseils, l'ARC a initié un examen de ses structures de gouvernance et travaille à l'élaboration de plans afin de coordonner plus efficacement le travail de l'Institution de l'ARC et de l'ARC Ltd, l'objectif à long terme étant que les deux institutions fonctionnent comme une entité unique (le Processus de réforme de la gouvernance). Le processus de réforme de la gouvernance doit permettre aux États membres de l'ARC, aux Conseils et à la direction de tirer les enseignements du modèle de gouvernance en vigueur jusqu'à présent. Il permettra également d'encadrer les aménagements et améliorations à apporter au modèle et aux pratiques de gouvernance.

En février 2018, les Conseils ont formé un Comité de pilotage de la réforme de la gouvernance chargé de les conseiller quant à la réforme de la gouvernance de l'ARC et les différentes options qui pourraient être retenues. Le Comité de pilotage de réforme de la gouvernance est formé de différents représentants des parties prenantes de l'ARC, des Conseils et de la direction générale de l'ARC, et s'est réuni à quatre reprises entre mai et décembre 2018. Il poursuivra ses travaux en 2019 afin de pouvoir soumettre ses recommandations définitives aux Conseils dans un premier temps, puis à la CdP, à la mi- ou à la fin 2019. La CdP sera informée de l'état d'avancement du processus de réforme de la gouvernance en mars 2019.

### Sélection du siège permanent

En 2017, la CdP a examiné les critères de sélection du siège permanent de l'Institution de l'ARC et demandé (1) au Secrétariat de combiner ces critères aux critères de sélection d'un domicile pour ARC Ltd et (2) au Conseil d'engager le processus de sélection du siège permanent. En février 2018, le Conseil a approuvé les critères modifiés de sélection d'un siège permanent de l'Institution de l'ARC et de l'ARC Ltd. Les critères combinés ont ensuite été présentés à la CdP, en mars 2018, et le processus de recherche d'un siège permanent a été initié au mois de juin. Un Comité de sélection du siège permanent a été mis en place et chargé d'assister les Conseils dans le processus de recherche. Les offres d'accueil du siège permanent de l'ARC pourront être soumises jusqu'à la fin du mois d'avril 2019, puis des missions d'évaluation seront menées dans les pays hôtes potentiels. Les Conseils évalueront les travaux et les recommandations du Comité de sélection du siège permanent et adresseront à leur tour des recommandations à la CdP en fonction de ces travaux. La CdP pourra sélectionner le siège permanent de l'Institution de l'ARC dès l'entrée en vigueur définitive du Traité. En 2019, parallèlement à ses travaux en vue de la ratification du Traité, de la réforme de la gouvernance et de la sélection d'un siège permanent, l'Institution de l'ARC s'emploiera à élaborer les règles et réglementations qui permettront à l'ARC d'accéder à l'indépendance, de s'acquitter du mandat qui lui a été confié par traité, et institutionnaliser ses activités.

## Recherche et développement

Le programme de Recherche & Développement (R&D) de l'ARC s'inscrit dans le premier objectif stratégique de l'ARC – l'innovation – et est axé sur le développement et l'amélioration continue des produits d'assurance et autres outils de gestion des risques de l'ARC. Le principal objectif du département R&D est d'offrir des outils de gestion des risques de catastrophes naturelles innovants et de qualité qui correspondent aux besoins des États membres de l'ARC et répondent aux exigences du marché de l'assurance. À cette fin, la stratégie de R&D repose sur deux objectifs : (1) améliorer la fiabilité et la précision d'*Africa RiskView* (ARV) et (2) développer de nouveaux produits de gestion des risques de catastrophes naturelles, comme l'assurance contre les inondations fluviales, l'assurance contre les foyers et flambées épidémiques et le dispositif de lutte contre les conditions climatiques extrêmes, en réponse aux besoins exprimés par les États membres africains.

### Amélioration d'*Africa RiskView*

Les principales interventions visant à améliorer la fiabilité et la précision d'ARV s'articuleront autour de trois grands axes qui permettront de créer une boucle de rétroaction dynamique et continue et de déterminer l'ordre de priorité des activités de R&D : (1) implications des États membres de l'ARC par l'intermédiaire des groupes de travail technique et du Comité d'examen du processus de personnalisation d'ARV, (2) processus d'examen mené par des experts et des chercheurs par le biais du Forum d'examen technique et d'analyses externes, et (3) feedback interne à l'ARC et l'ARC Ltd. En 2019, dans la foulée des activités menées en 2018 – Forum d'examen technique, analyses d'ARV et processus de personnalisation effectué dans les pays en vue de la formation du 6<sup>ème</sup> groupe de pays assurés – l'ARC mettra l'accent sur les points suivants :

- **Amélioration des données d'entrée d'*Africa RiskView***  
Au vu de la multitude de jeux de données pluviométriques satellitaires existants sur le marché, il apparaît clairement qu'il est nécessaire de développer une méthode d'analyse systématique permettant de comparer ces différents jeux de données et d'évaluer la couverture spatio-temporelle des données. Cela permettra de mieux intégrer les prévisions saisonnières les plus performantes afin d'obtenir des données pluviométriques de qualité et améliorer les systèmes d'alerte précoce en cas de sécheresse. D'autres jeux de données pluviométriques satellitaires et des données d'évapotranspiration potentielle en temps réel seront intégrés à ARV, tandis que des paramètres standardisés d'évaluation des différents jeux de données pluviométriques seront développés.
- **Identification d'autres indicateurs de sécheresse**  
Avec l'aide du Forum d'examen technique et d'autres partenaires, comme l'unité VAM du PAM et l'Institut international de recherche sur l'élevage (ILRI), le département R&D s'emploiera à tirer profit des jeux de données les plus récents et des nouvelles technologies afin de développer la prochaine génération de produits d'assurance et de suivi de la sécheresse en temps réel dans les zones agricoles et pastorales en Afrique. Ces nouveaux indicateurs et les modèles d'impact connexes pourront être utilisés pour identifier et quantifier le risque de base, et créer des modèles parallèles pour l'ARC Ltd.
- **Amélioration du modèle WRSI**



Le département R&D collabore avec l'unité VAM du PAM, l'ILRI et le consortium Pacifica-Airbus-Grameen afin d'améliorer le modèle WRSI d'*Africa RiskView*. En participant au projet « SatWIN-ALERT », financé par le Conseil de la recherche pour l'environnement naturel (NERC) et le Conseil de la recherche économique et sociale (ESRC), le département R&D et ses partenaires ont pour objectif d'identifier, de tester et d'intégrer à *Africa RiskView* d'autres données d'entrée, paramètres de personnalisation et modifications d'algorithme. Ils examineront également les sources de données statiques qui entrent dans le calcul de l'indice WRSI et modifieront l'intervalle de temps utilisé pour établir le modèle de bilan hydrique.

- **Modélisation de la vulnérabilité et de l'impact**

Le département R&D améliorera la modélisation de la vulnérabilité et de l'impact de la sécheresse en réexaminant et en simplifiant la méthode de quantification de l'impact de la sécheresse sans que cela ne compromette la précision du modèle. Il affinera la méthode existante afin de tirer parti des techniques de modélisation de l'impact dans les pays (p.ex. l'Analyse de l'économie des ménages, ou approche HEA) et évaluera les nouvelles méthodes de collecte des données sur les ménages, comme le recours au « big data » en partenariat avec l'initiative Global Pulse de l'ONU, Orange-Sonatel au Sénégal et l'Université de Madrid. Un autre axe de travail ciblera la capacité d'ARV à évaluer l'insécurité alimentaire liée à la sécheresse d'une manière qui se rapproche davantage des méthodologies du Cadre Harmonisé

## Inondations

À la demande des États membres, le département R&D a développé le modèle d'inondation fluviale de l'ARC (AFM-R). Si les premières années ont été consacrées au développement du modèle de représentation de l'étendue des inondations (c. à-d. les données d'entrée du modèle AFM-R), l'indice d'inondation fluviale a été finalisé en 2018 et servira à définir les modalités du produit d'assurance contre les inondations que l'ARC proposera en 2020. En 2019, le département se concentrera sur les points suivants :

- **Simulations du modèle AFM-R en vue du lancement du produit d'assurance en 2020**

En janvier 2019, une phase pilote sera mise en place en Côte d'Ivoire, au Ghana, en Gambie et au Togo. La représentation des inondations fluviales et l'indice d'inondation résultant seront étroitement contrôlés pendant la saison des pluies 2019. Le département R&D travaillera en collaboration avec le département Programme, l'ARC Ltd et les groupes de travail des pays concernés en vue du lancement de la phase pilote à l'issue de laquelle, lorsque les résultats seront concluants, l'ARC Ltd pourra proposer une assurance contre les inondations fluviales (dès 2020).

- **Évaluation et possible amélioration du modèle AFM-R**

Les possibilités d'améliorer le calcul de l'indice d'inondation seront analysées pendant la phase pilote. Le compte rendu du premier Forum d'examen technique pour les inondations fluviales, qui doit avoir lieu les 6-7 février 2019, permettra de procéder à de nouvelles évaluations et d'éventuelles autres améliorations en cours d'année.

- **Établissement de partenariats clés afin de collecter des données et/ou des modèles à haute résolution lors des différentes phases du cycle d'une catastrophe**

Les systèmes et organisations produisant des données sur les inondations devront être recensés dans les pays où l'ARC intervient au plan technique. Bien que de nombreux pays disposent déjà de systèmes d'alerte précoce, ces derniers ne sont pas toujours étalonnés correctement ni validés. En collaboration avec des partenaires clés, le département R&D identifiera les informations manquantes, déterminera de quelle manière combler ces lacunes et produira des cartes des inondations à haute résolution qui permettront d'orienter les actions de prévention, d'atténuation et de redressement.

### **Foyers et flambées épidémiques (O&E)**

Suite à l'appel lancé par les ministres africains de la Santé, le département R&D développe actuellement un produit d'assurance contre les foyers et flambées épidémiques (O&E). Ce produit permettra de répondre aux préoccupations soulevées lors de la crise Ebola en Afrique de l'Ouest, qui a permis de constater que l'imprévisibilité et la lenteur du financement contribuent dans une large mesure à retarder les interventions et à aggraver l'impact socio-économiques des urgences sanitaires. Grâce au soutien financier de la Fondation Rockefeller et de la Direction suisse du développement et la coopération, le département R&D mène actuellement un projet pilote en Guinée et en Ouganda. Le produit en cours de développement couvre quatre maladies – la maladie à virus Ebola, la méningite à méningocoques, la fièvre de Lassa et la maladie à virus Marburg – qui touchent près de 40 États membres de l'Union africaine.

Le programme de travail du département O&E 2019 s'inscrit dans la continuité du travail entrepris en 2018, notamment les modèles de maladies et la définition de seuils, l'estimation des éléments de coûts, la définition précise des activités dans le cadre d'une intervention précoce et le développement d'outils permettant d'établir les profils de risque. Ce programme de travail porte essentiellement sur l'achèvement de la conception du projet, la mise au point des principales composantes du produit d'assurance O&E (les profils de risque, les modèles de maladies et les seuils, ainsi que les plans d'urgence spécifiques à chaque maladie), le développement du produit d'assurance et la sensibilisation des États membres de l'UA en vue du lancement du produit en 2020.

Les activités prévues en 2019 comprennent :

- Mise au point d'un modèle pour la maladie à virus Ebola, la méningite à méningocoques, la fièvre de Lassa et la maladie à virus Marburg
- Établissement d'un modèle de profil de risque des maladies, une analyse des écarts et des indices de préparation
- Mise au point d'un modèle générique de planification d'urgence en cas de survenue d'une épidémie et de plans d'urgence spécifiques à chaque maladie dans les pays pilotes
- Création d'un modèle de calcul des coûts afin de déterminer les principaux éléments de coûts d'une intervention suite à une épidémie et identifier les principales activités à mettre en place
- Étude de marché visant à évaluer l'intérêt du marché de la réassurance/des principaux réassureurs et à déterminer l'approche la moins coûteuse pour lancer le produit O&E

- Établissement de partenariats avec des intervenants clés, dont l'Organisation mondiale de la Santé, le Centre africain pour le contrôle et la prévention des maladies de l'Union africaine (CACM-UA), le Mécanisme de financement d'urgence en cas de pandémies (PEF) de la Banque Mondiale, la CEDEAO et la CDAA

La phase actuelle de R&D devrait prendre fin en décembre 2019 en vue du lancement du produit en 2020 et son développement à plus grande échelle dans les années suivantes. L'ARC détiendra alors les droits de propriété intellectuelle des modèles de maladies, qui seront intégré à ARV ou hébergé par l'ARC moyennant les capacités informatiques requises.

L'équipe O&E travaille en étroite collaboration avec l'ARC Ltd à la conception et l'analyse du produit, l'étude de marché sur l'intérêt porté au produit par le secteur de la réassurance, et l'élaboration d'une stratégie de lancement du produit. L'équipe collabore également avec la Banque Mondiale afin de s'assurer de la complémentarité du produit O&E et du PEF, et doivent s'entendre au plan technique et stratégique afin de garantir que le produit de l'ARC permette de débloquer des fonds plus rapidement que le PEF.

Le CACM s'est dit intéressé par l'outil d'établissement des profils de risque développé par l'ARC, et les dirigeants des deux organisations se sont engagées à développer cet outil afin d'établir des profils de risque des maladies infectieuses et créer un Indice africain de santé publique à l'intention des États membres de l'UA. Le CACM collaborera avec l'ARC pour établir les profils de risque dans ses cinq centres régionaux (Nigeria, Sénégal, Gabon, Kenya et Zambie) et analyser les résultats avant de travailler à plus grande échelle.

## **Dispositif de lutte contre les conditions climatiques extrêmes (XCF)**

Pour tirer parti de l'aide financière internationale et diversifier ces sources, soutenir les pays qui investissent dans des mesures de résilience et d'adaptation, et rendre sa proposition de valeur plus intéressante aux yeux des États membres, l'ARC développe actuellement le Dispositif de lutte contre les conditions climatiques extrêmes (XCF). Ce dispositif doit permettre de débloquer des fonds supplémentaires si l'intensité et/ou la fréquence des événements climatiques extrêmes devait augmenter dans une région donnée. Il repose sur un indice objectif multirisques, l'Indice des extrêmes climatiques (IEC) basé sur des données météorologiques, défini en fonction des régions climatiques et conçu pour détecter la sévérité et la fréquence des vagues de chaleur, des sécheresses, des inondations et autres événements climatiques extrêmes touchant des régions particulières, comme les cyclones.

Les trois éléments suivants se sont révélés essentiels à la conception du XCF dès le départ :

- 1) Des plans d'adaptation prêts à être mis en œuvre à l'échelle nationale, conformément aux normes relatives aux investissements climato-résilients ou, à tout le moins, des modalités permettant de transférer les fonds supplémentaires d'adaptation au changement climatique aux pays participants ;
- 2) Un mécanisme reposant sur des données permettant de suivre les événements météorologiques extrêmes sur l'ensemble du continent, de manière objective, sur de longues périodes, et utilisant des indices, des seuils et des critères bien établis afin de déclencher le versement de fonds au titre du XCF ;  
et

- 3) Un outil financier efficace permettant de financer les obligations du XCF envers les gouvernements africains au fil du temps.

Ces éléments ont été abordés lors de la phase de R&D par le biais d'un programme de travail pluridisciplinaire qui s'appuie sur les travaux qui ont permis l'établissement de la structure institutionnelle actuelle de l'ARC. Une approche en trois étapes relative à l'engagement des pays en matière de planification des mesures d'adaptation climatique pour bénéficier des fonds du dispositif XCF a été développée. Les modalités d'engagement sont conçues pour garantir que les fonds versés au titre du XCF seront utilisés à bon escient sans imposer aux États membres de l'ARC de se préparer à des fonds qui pourraient ne pas être débloqués. Un prototype d'IEC et de mécanisme de déblocage des fonds XCF a été mis au point pour détecter l'augmentation des événements climatiques extrêmes en Afrique tout en satisfaisant aux exigences du marché du transfert des risques et du XCF. La structure financière et juridique du XCF a également été définie afin de transférer efficacement les risques de survenue d'événements climatiques extrêmes vers les marchés.

Les activités prévues en 2019 pour que le XCF puisse passer à la phase opérationnelle sont les suivantes :

- Commander une analyse coût-avantage afin d'orienter la fin de la phase de R&D
- Parachever la rédaction des normes et directives relatives à la planification des mesures d'adaptation climatique à partir de l'analyse coût-avantage
- Développer une stratégie d'engagement pour les pays et les partenaires afin de structurer la communication sur le XCF et préparer le terrain en vue d'un engagement accru et de la phase opérationnelle
- Présenter un livre blanc sur la conception institutionnelle, opérationnelle et financière du XCF, ainsi qu'un plan de travail et un calendrier pour la mise en œuvre du XCF, qui serviront de base aux discussions avec les différents intervenants, comme l'Institution de l'ARC, l'ARC Ltd et les donateurs partenaires.

## Programme

Le département Programme comprend trois divisions : Engagement pays (Afrique de l'Est & Afrique australe, et Afrique de l'Ouest & Afrique centrale), Assistance technique et Planification d'urgence. Dans l'ensemble, le département Programme est responsable d'une grande partie des échanges avec les États membres de l'ARC, qui consistent notamment à présenter le concept ARC aux nouveaux pays, préparer les États membres à prendre des décisions fondées quant au transfert d'une partie de leurs risques de catastrophes naturelles à l'ARC Ltd, mettre en place des plans de renforcement des capacités, engager un dialogue politique et renforcer les relations de l'ARC Ltd avec les États membres de la mutuelle ARC. Le département travaille en collaboration avec l'ARC Ltd à différentes étapes du cycle de vie du projet, dont la phase de développement des capacités et lors des versements d'indemnités.

En 2018, le département Programme a collaboré activement avec 21 pays à différentes étapes du cycle de vie du projet par la mise en œuvre d'activités destinées à présenter le concept de l'ARC, préparer les pays qui le souhaitent à souscrire un contrat d'assurance, et assuré la participation aux prochains cycles d'assurance par le biais de nouvelles signatures du Traité et du Protocole d'accord de pré-participation.

Les sections suivantes présentent les activités de chaque division en 2018, ainsi que les activités prévues en 2019.

## Engagement pays

### Afrique de l'Est & Afrique australe

La division de l'Engagement pays en Afrique de l'Est & Afrique australe (AEA) est basée au siège de l'ARC à Johannesburg. Elle est chargée de la gestion et de la coordination des échanges avec les pays d'Afrique de l'Est et d'Afrique australe et intervient actuellement dans 12 pays. La division seconde également l'ARC dans ses échanges avec la Communauté de développement d'Afrique australe (CDAA).

En 2018, les activités de la division AEA visaient à encourager les pays à participer aux activités de renforcement des capacités de l'ARC, ce qui s'est traduit par la signature de trois nouveaux Protocoles d'accord de pré-participation avec le Rwanda, la Zambie et le Soudan. Elle a maintenu les relations existantes avec les pays assurés et les a préparés à leur participation au groupe de pays assurés en 2018. Trois pays ont achevé le processus nécessaire à la souscription d'un contrat d'assurance auprès d'ARC Ltd.

En 2019, la division AEA se concentrera sur le lancement du nouveau programme de travail dans les nouveaux pays, aidera les pays déjà membres de l'ARC à se préparer à leur participation groupe de pays assurés en 2019, et renforcera sa collaboration avec les Communautés économiques régionales et des pays autour des nouveaux produits de l'ARC. Ces activités s'inscrivent dans le prolongement des travaux menés en 2018 et visent à sensibiliser davantage les États membres, leur permettre de mieux comprendre le concept ARC, augmenter le nombre de pays assurés auprès de la mutuelle et assurer la participation aux prochains cycles d'assurance.

Les principales activités prévues en 2019 sont les suivantes :

- Lancement du programme de renforcement des capacités de l'ARC au Soudan, au Rwanda, en Zambie et éventuellement au Mozambique et en eSwatini
- Maintien des relations et coordination des activités au Kenya, au Malawi, à Madagascar, au Zimbabwe, à Djibouti et au Comores
- Soutien au dialogue politique avec la CDAA et d'autres partenaires dans la région, dont l'IGAD, sur la gestion des risques de catastrophes naturelles et l'adaptation du produit de l'ARC aux besoins des pays
- Campagne de sensibilisation et de lobbying afin d'encourager les pays à participer au Programme africain de financement des risques de catastrophe naturelle (ADRFi) de la BAD
- Organisation d'ateliers régionaux afin de faciliter l'échange d'informations entre les pays sur des thèmes en lien avec le financement des risques de catastrophes et l'assurance

### Afrique de l'Ouest & Afrique centrale

La division de l'Engagement pays en Afrique de l'Ouest & Afrique centrale (AOC) est hébergée dans les locaux de la Banque africaine de développement à Abidjan. Elle est chargée de la gestion des relations de l'ARC avec 14 pays d'Afrique de l'Ouest et a pour mandat d'établir, de concevoir et de mettre en place un partenariat financier avec la BAD au bénéfice des États membres de l'ARC.

En 2018, la division AOC a travaillé au maintien des relations avec 10 États membres, dont trois ont souscrit un contrat d'assurance (le Burkina Faso, la Gambie et le Sénégal). Les autres États membres de la région n'ont pas pris part au programme d'assurance pour diverses raisons, dont l'impossibilité de payer leurs primes d'assurance.

En 2019, les activités de la division AOC consisteront à renforcer ces relations, préparer d'autres pays à participer au programme d'assurance, mettre en œuvre le mécanisme de financement des primes soutenu par la BAD et augmenter le nombre de pays participant au programme. La division mènera également des activités contribuant au développement d'approches visant à adapter le produit de manière à ce qu'il réponde mieux aux besoins des États membres.

Les principales activités prévues en 2019 sont les suivantes :

- Maintien des relations et poursuite du programme au Niger, en Mauritanie, au Sénégal, en Gambie, au Burkina Faso, au Mali et dans d'autres nouveaux pays potentiels (Tchad, Ghana, Côte d'Ivoire, Togo et Bénin)
- Lancement du programme de l'ARC dans 3 à 4 autres pays
- Campagne de sensibilisation et soutien aux missions de haut niveau dans la région
- Appui à la mise en œuvre du programme ADRiFi et mobilisation des ressources en vue du co-financement des primes d'assurance par le biais du programme ADRiFi
- Lancement d'initiatives pilotes, comme le développement d'un produit de sécurité alimentaire pour la CEDEAO et d'approches axées sur le marché dans des pays comme le Nigeria ; l'ARC Ltd sera impliquée dans ces approches
  - ces initiatives contribueront aux approches innovantes de l'ARC, répondant en cela aux demandes formulées par les États membres quant à une intégration accrue dans la région et des approches innovantes permettant de préserver la sécurité alimentaire
  - la division AOC et l'ARC Ltd travailleront ensemble au développement de ces approches
- Établissement d'une étroite collaboration avec le centre AGRHYMET au bénéfice de l'ARC et des États membres de la CEDEAO

## **Planification d'urgence**

La division Planification d'urgence est chargée de l'élaboration et de l'exécution des travaux de planification d'urgence du programme de renforcement des capacités de l'ARC. Elle apporte également son appui technique aux États membres susceptibles de rejoindre la mutuelle ARC en contribuant au développement de plans d'urgence fiables. La préparation des plans opérationnels et des plans définitifs de mise en œuvre (PDMO) en vue d'éventuels versements d'indemnités d'assurance de la part de l'ARC est un élément essentiel du processus de pré-participation des pays, et joue un rôle majeur dans la préservation des moyens de subsistance des bénéficiaires d'une assistance rapide.

Le plan de travail 2019 portera sur la poursuite des activités mises en place en 2018 dans les pays participants et le lancement des processus de planification d'urgence dans les nouveaux pays. Le plan de travail 2019 de la division Planification d'urgence mettra l'accent sur (1) l'octroi d'un appui technique aux 15 États membres

considérés comme prioritaires par la division Planification d'urgence, (2) le renouvellement ou la préparation de nouveaux plans opérationnels relatifs aux sécheresses, inondations et cyclones tropicaux, et (3) la facilitation du processus d'approbation des plans validés des pays.

La mise en œuvre de ces activités permettra de s'assurer que les pays ciblés disposent de plans opérationnels solides et fiables garantissant une utilisation efficace et efficiente des versements d'indemnités. En outre, différents processus d'examen permettront de garantir que les plans d'urgence des pays sont actualisés régulièrement en fonction des retours d'expérience recueillis sur le terrain et continuent de répondre aux normes les plus rigoureuses. La division entend mettre davantage l'accent sur la formation en améliorant les contenus et en proposant de nouveaux outils et matériels.

Les principales activités prévues en 2019 sont les suivantes :

- Aider les États membres à exécuter le programme de travail de l'ARC afin de préparer les plans opérationnels et actualiser ceux dont la période de validité (2 ans) a expiré
- Planifier les processus d'examen des plans opérationnels, à savoir le Comité d'examen technique et le Mécanisme d'évaluation par les pairs :
  - le Comité d'examen technique sera chargé de gérer les consultants qui prennent part au processus d'examen des plans d'urgence de l'ARC et de s'assurer que ce processus soit mené en temps opportun et de manière à répondre aux normes de qualité de l'ARC
  - le Mécanisme d'examen par les pairs sera chargé de planifier et de coordonner les réunions du sous-comité du Conseil et de s'assurer que les décisions sont prises à temps
- Revoir les Normes et directives en matière de planification d'urgence de l'ARC, les procédures opérationnelles normalisées de l'ARC relatives aux versements d'indemnités, les processus de planification d'urgence de l'ARC ainsi que les critères d'approbation et de suivi des plans d'urgence
- Organiser des ateliers sur la préparation des plans définitifs de mise en œuvre et s'assurer que les États membres bénéficient du soutien nécessaire lors de la préparation des plans définitifs de mise en œuvre et de l'application des procédures opérationnelles normalisées de l'ARC relatives aux versements d'indemnités
- Participer à la création d'outils d'apprentissage en ligne qui permettront aux utilisateurs d'approfondir leurs connaissances et de renforcer leurs compétences en matière de processus de planification d'urgence

### Couverture Replica

La couverture Replica de l'ARC est un produit d'assurance offert aux organisations humanitaires qui souhaitent dupliquer les contrats d'assurance souscrits par les États membres. La division Planification d'urgence a coordonné la mise en place du programme Replica dans les trois pays sélectionnés – Sénégal, Mali et Mauritanie – en 2018. Les principales activités ci-dessous s'inscriront dans la continuité du plan de travail Replica pour 2018 :

- Coordonner le programme Replica dans les trois pays sélectionnés en 2018
- Organiser des séances de formation sur les différents outils de l'ARC à l'intention des institutions et des partenaires des nouveaux pays (si le programme devait être étendu à d'autres pays)



- Établir un protocole d'accord tripartite entre les pays sélectionnés, les partenaires Replica et l'Institution de l'ARC ; l'Institution de l'ARC définira les modalités de collaboration lors de la mise en œuvre du programme Replica, y compris les partenariats techniques et le renforcement des capacités
- Organiser un atelier sur les enseignements tirés de la mise en œuvre du programme Replica

## Assistance technique

La division Assistance technique (DAT) est chargée du renforcement des capacités des pays sur les modèles de risques utilisés par l'ARC, la personnalisation d'*Africa RiskView* et le suivi saisonnier des performances d'*Africa RiskView* dans les pays ciblés. Elle est également chargée de conduire les processus de contrôle de l'assurance qualité afin de garantir la qualité de la personnalisation d'*Africa RiskView* et améliorer la composante « modélisation des risques » du programme, et ce dans chaque pays.

Ces processus comprennent un examen des personnalisations d'*Africa RiskView* par un comité externe et indépendant, formé d'experts en matière de modélisation de la sécheresse et de vulnérabilité – le Comité d'examen du processus de personnalisation d'ARV (CEPP) – et un examen réalisé en interne par les comités d'examen de la qualité de la personnalisation (CEQP), composés de membres du personnel de l'Institution de l'ARC et de l'ARC Ltd. Cet examen est un processus collaboratif auquel participent l'ARC Ltd, les groupes de travail technique nationaux et d'autres départements de l'ARC participant.

Les activités prévues en 2019 compléteront celles entreprises en 2018 par la DAT, qui a été en mesure de mener à bien le processus de personnalisation d'*Africa RiskView* dans 10 pays pendant cette même année. L'objectif attendu est de 17 pays en 2019.

Le travail de la DAT sera axé sur (1) la poursuite des activités de renforcement des capacités par le biais de formation sur la modélisation de la sécheresse et des inondations dans 17 pays, (2) le développement de supports d'apprentissage en ligne afin de renforcer et accélérer le développement des capacités dans ces pays et (3) optimiser les processus d'assurance de la qualité de la personnalisation d'*Africa RiskView*.

Les principales activités prévues en 2019 sont les suivantes :

- Formation sur la modélisation de la sécheresse dans *Africa RiskView*, accompagnement des pays lors du processus de personnalisation et validation du travail technique dans 17 pays (Afrique de l'Est et Afrique australe : Kenya, Madagascar, Malawi, Mozambique, Soudan, Zambie et Zimbabwe ; Afrique de l'Ouest et Afrique centrale : Burkina Faso, Tchad, Côte d'Ivoire, Gambie, Ghana, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal et Togo)
- Facilitation des processus d'assurance de la qualité, et planification d'au moins deux réunions du CEPP afin d'examiner les processus de personnalisation d'au moins 12 pays en vue de leur participation au programme d'assurance
- Suivi des performances de la saison dans les zones agricoles et pastorales afin de valider les résultats du modèle de sécheresse d'*Africa RiskView* et participation aux processus de suivi si le modèle présente des incohérences



- Mise à l'essai du modèle d'inondation fluviale de l'ARC dans 5 pays cibles (Ghana, Côte d'Ivoire, Gambie, Togo et Mozambique), comprenant une formation à l'explorateur de données sur les inondations, la validation des données du modèle de représentation des inondations fluviales (AFED) et validation de l'indice d'inondation
- Lancement des travaux techniques sur le modèle de cyclone tropical en collaboration avec l'ARC Ltd dans un pays cible, et intervention afin d'améliorer le modèle, le cas échéant
- Recherche et création de supports d'apprentissage en ligne qui pourront être utilisés par les experts des pays afin de parfaire leurs connaissances de la modélisation des risques dans *Africa RiskView*, améliorer le processus de personnalisation, réduire le risque de base et garantir l'efficacité et la viabilité de la formation suivie par les États membres de l'ARC

## Affaires politiques & services techniques

Le département Affaires politiques & services techniques (AP&ST) est chargé, d'une part, de veiller à la qualité des connaissances et à l'amélioration de l'apprentissage au sein du Secrétariat de l'ARC et, d'autre part, de consolider les partenariats avec les organismes régionaux et internationaux, conformément à la vision et aux objectifs de l'ARC. En 2019, le département AP&ST se concentrera sur différents domaines prioritaires en lien avec les objectifs stratégiques de l'ARC : (1) création, partage et diffusion de connaissances, (2) soutien des politiques et stratégies en matière d'engagement pays, (3) renforcement des partenariats et (4) examen et optimisation de l'extension graduelle des produits offerts par l'ARC.

Le plan de travail 2019 s'inscrit dans la continuité des travaux entrepris en 2018 pour atteindre les trois objectifs stratégiques de l'ARC. En 2018, le département AP&ST a défini les normes et directives visant à aider les responsables de l'engagement pays (REP) de l'ARC à appliquer les documents stratégiques pour l'efficacité et l'efficacite des opérations de l'ARC dans les pays. En 2019, le département AP&ST s'assurera que les modalités d'application des documents stratégiques répondent aux normes fixées et que les produits livrés soient de qualité. En 2018, le département AP&ST a collaboré activement avec les partenaires actifs dans le secteur de la gestion des risques de catastrophes naturelles et différents organismes bilatéraux/multilatéraux de développement. En 2019, le département contribuera à traduire certains de ces échanges et discussions en actions concrètes afin de développer et assurer la viabilité des produits de l'ARC par le biais du financement des primes d'assurance et autres innovations.

Pour mettre en œuvre le plan de travail 2019, le département AP&ST travaillera en étroite collaboration avec les REP afin de s'assurer que ses activités répondent aux besoins et aux demandes des pays. Le département devra également collaborer avec l'ARC Ltd, notamment pour ce qui est de l'extension graduelle des produits d'assurance de l'ARC par le biais du soutien au financement des primes d'assurance et la conception d'autres mécanismes de financement innovants.

Les principales activités prévues en 2019 sont les suivantes :

- Renforcement des partenariats techniques, politiques, financiers et régionaux, et engagement dans de nouvelles collaborations qui s'accordent avec les objectifs stratégiques de l'ARC

- Mise en œuvre de processus d'assurance de la qualité et application des documents stratégiques dans les pays
- Définition de lignes directrices et de critères afin de collaborer efficacement avec les partenaires
- Soutien aux activités de mobilisation des ressources en vue du financement des primes, et contribution à l'amélioration d'autres mécanismes de financement innovant afin d'assurer la viabilité et l'extension graduelle des produits offerts par l'ARC
- Mobiliser le secteur privé et les organismes de développement/financement bilatéraux/multilatéraux (p. ex. l'Afreximbank, la Banque Mondiale, la BAD, London Centre)

## Suivi et évaluation

En 2018, le département Suivi et évaluation (S&E) a évalué les capacités de S&E de la gestion du risque de sécheresse dans huit États membres. En 2019, les résultats de cette évaluation serviront à préparer et concevoir les contenus des formations sur le suivi et l'évaluation de la gestion du risque de catastrophes naturelles dans huit États membres. Ces formations dépasseront le cadre des simples notions de S&E et comprendront des exercices pratiques permettant d'instaurer un système de S&E opérationnel en matière de gestion du risque de catastrophes et de développer des outils de collecte et de communication des données. En outre, le département S&E assurera le suivi des opérations et offrira son assistance technique à au moins huit États membres lors de la mise en place de leurs systèmes de S&E.

En 2018, le département S&E a développé l'utilisation du tableau de bord pour suivre l'état d'avancement de la mise en œuvre du plan de travail dans tous les départements de l'ARC et en rendre compte. En 2019, le département s'emploiera à améliorer le tableau de bord et incitera les départements à y recourir lors de la prise de décisions. Le département appuiera les décisions de la direction en actualisant régulièrement les tableaux de bord et en organisant des réunions de la direction chaque trimestre. En outre, il effectuera un suivi régulier des indicateurs clés de performance de l'institution et actualisera le cadre logique.

Vers la fin de l'année 2018, le département S&E a mené une enquête auprès des États membres afin de déterminer leur degré de satisfaction à l'égard de leurs échanges avec l'ARC. L'enquête a été menée dans 13 pays. En 2019, le département prévoit de revoir les outils d'enquête et de mener la même enquête dans au moins 13 États membres. Cette enquête portera sur (1) leur compréhension des différents axes de travail, (2), leur perception de la qualité des services et de l'assistance offerts par l'ARC, et (3) leur degré de satisfaction à l'égard de ces services et assistance et leurs suggestions sur la manière de les améliorer.

Le département prévoit également de commander, suivre et appuyer le processus d'évaluation de mise en œuvre des indemnités d'assurance en Mauritanie et de tous les versements dont pourront bénéficier les pays 5<sup>ème</sup> groupe de pays assurés en 2019, à l'image du processus d'évaluation réalisé au Malawi en 2018.

En 2018, le département S&E a appuyé la mise en œuvre des recommandations issues de la première évaluation formative, financée par le DfID, et apportera son appui à la deuxième évaluation formative, qui devrait avoir lieu entre février et octobre 2019. En outre, le département coordonnera et appuiera les examens/évaluations de l'organisation que les principales parties prenantes pourront demander.

Lors du premier trimestre 2019, le département révisera le plan et le guide des procédures de S&E et finalisera la politique d'évaluation. Enfin, le département continuera de soutenir certaines activités transversales au sein de l'organisation, notamment la mobilisation des ressources, la présentation de rapports annuels et autres développements au Conseil de l'ARC.

En résumé, les principales activités prévues en 2019 sont les suivantes :

- Planification, préparation et conduite de formations S&E dans huit États membres, y compris des exercices pratiques permettant d'instaurer un système de S&E opérationnel en matière de gestion du risque de catastrophes et de développer des outils de collecte et de communication des données
- Amélioration du tableau de bord pour aider les départements et la direction à assurer le suivi des plans de travail et appuyer le processus de prise de décisions
- Soutien aux décisions de la direction en actualisant régulièrement les tableaux de bord et en organisant des réunions de la direction chaque trimestre
- Suivi des indicateurs clés de performance de l'institution et actualisation du cadre logique
- Révision des modalités de l'enquête de satisfaction auprès des États membres et conduite d'une enquête dans un moins 13 États membres
- Demande, suivi et appui du processus d'évaluation de mise en œuvre des indemnités d'assurance en Mauritanie et de tous les versements dont pourront bénéficier les pays 5<sup>ème</sup> groupe de pays assurés
- Soutien à la deuxième évaluation formative du DfID et coordination de tout autre examen/évaluation de l'organisation
- Révision du plan et du guide de procédures de S&E et finalisation de la politique d'évaluation

## Égalité des sexes

En 2019, le département Égalité des sexes mettra l'accent sur le développement de la stratégie de l'ARC pour l'égalité des sexes. Les principales activités et interventions prévues en 2019 sont essentielles à l'élaboration de cette stratégie, au même titre que le renforcement des capacités et l'établissement de partenariats sont indispensables à son éventuelle mise en œuvre. Ce processus, engagé au cours du dernier trimestre 2018, comprenait une évaluation interne de la question de l'égalité à l'aide de questionnaires, ainsi qu'une session de sensibilisation organisée lors du séminaire annuel de l'ARC, au mois de novembre. Des consultations sur l'égalité des sexes ont été lancées avec les États membres et des partenaires en Afrique de l'Ouest (Ghana, Burkina Faso, Mali, Sénégal, Gambie et Mauritanie) et se poursuivront avec d'autres États membres en Afrique de l'Est et en Afrique australe (Soudan, Madagascar et Malawi) en janvier 2019. Ce processus devrait aboutir à la finalisation de la stratégie pour l'égalité des sexes en juin 2019.

Les principales activités prévues en 2019 sont les suivantes :

- Élaboration de la stratégie de l'ARC pour l'égalité des sexes
- Mise en place de formations à la question de l'égalité des sexes pour les membres du personnel de l'ARC (au niveau des divisions) afin de s'assurer que tous disposent des connaissances adéquates
- Développement et diffusion d'une « boîte à outils » sur l'égalité des sexes afin de garantir l'accès aux outils et systèmes d'intégration de la question de l'égalité des sexes

- Collecte et analyse des données ventilées par sexe
- Organisation de sessions traitant de l'égalité des sexes lors des ateliers de renforcement des capacités afin de renforcer les capacités des partenaires à intégrer cette question
- Établissement de partenariats axés sur l'égalité des sexes, le financement et la gestion des risques de catastrophes en participant à des événements et forums traitant de ces questions, à l'échelle régionale et internationale
- Publication d'un article dans une revue réputée afin de contribuer à une meilleure connaissance des questions de l'égalité des sexes, du financement et de la gestion des risques de catastrophes

Le développement et la gestion des connaissances, des outils et des systèmes nécessaires à une intégration efficace de la dimension de l'égalité au sein de l'ARC feront l'objet d'un processus continu durant tout l'année 2019.

## Communication

Le département Communication élabore, planifie et met en œuvre des stratégies de communications axées sur les objectifs opérationnels et en matière de sensibilisation de l'Institution de l'ARC et de l'ARC Ltd. Cela comprend le développement et la gestion sur le long terme des moyens de communication de l'ARC, le recours à des services de conseil, de relations publiques et de conception graphique allant dans le sens des résultats et objectifs souhaités.

En 2018, la stratégie de communication de l'ARC a été développée et approuvée par les Conseils. Cette stratégie présente les principaux axes autour desquels s'articuleront les activités de communication, la communication des travaux et du programme de l'ARC de manière à ce que les États membres en comprennent mieux le concept et l'intègrent dans leurs cadres nationaux de développement économique. En collaborant avec les départements concernés de l'ARC Ltd, le département Communication a fait en sorte de tirer pleinement parti des possibilités de communiquer et d'assurer la visibilité de l'ARC, et a travaillé à la création de partenariats avec les organisations régionales et multilatérales pertinentes afin de renforcer les actions de sensibilisation, de s'attacher des ressources techniques et ouvrir de nouvelles perspectives de financement de gestion des risques de catastrophes naturelles.

Les activités prévues en 2019 viseront à renforcer les succès obtenus en 2018, à tirer parti des expériences et des enseignements tirés afin de contribuer au positionnement stratégique de l'ARC. Ces activités cibleront le développement du partage d'informations en interne et la communication stratégique des activités des différents départements, en particulier les départements les plus impliqués dans le développement des nouveaux produits. L'échange d'informations entre les différents départements et responsables de l'ARC Ltd sera amélioré afin de renforcer l'efficacité des actions de communication et de sensibilisation. Le département Communication poursuivra sa collaboration avec l'ARC Ltd afin de s'assurer que les possibilités de communiquer et d'assurer la visibilité de l'ARC soient pleinement exploitées.

Les principales activités prévues en 2019 sont les suivantes :

- Refonte du site Internet de l'ARC
- Améliorer la communication interne/externe

- Veille médiatique et distribution médiatique stratégiques
- Acquisition de contenus médias professionnels
- Création de partenariats à des fins de distribution médiatique et de sensibilisation
- Collaboration avec les Conseils, la direction et les équipes dirigeantes
- Encourager le personnel de l'ARC à adopter une approche plus structurée en matière de sensibilisation et d'échange d'informations sur le travail de l'ARC, les progrès réalisés et l'expérience acquise

## ARC Ltd

L'ARC Ltd est chargée de la souscription des risques climatiques transférés par les pays africains, du placement des fonds, du règlement des sinistres et de la gestion de la société d'assurance. En 2019, l'ARC Ltd se concentrera sur différents domaines prioritaires en lien avec les objectifs stratégiques de l'ARC : (1) appuyer la collaboration avec les pays par le biais de programmes de renforcement des capacités adaptés, (2) soutenir la R&D afin d'améliorer le produit actuel contre la sécheresse, (3) étudier des moyens innovants d'améliorer les produits actuels, et (4) poursuivre les actions engagées pour augmenter le nombre de pays assurés en mettant en place des initiatives multisectorielles.

Les principales interventions prévues en 2019 viseront à établir des liens plus étroits avec les clients et à tirer parti des progrès enregistrés par l'ARC Ltd grâce à sa participation au cycle de projet de l'ARC. Le caractère interdépendant du travail de l'ARC Ltd et de l'Institution de l'ARC, ainsi que la question centrale d'une « ARC unique » font qu'il est impératif que l'ARC Ltd travaille en étroite collaboration avec l'Institution de l'ARC. En 2019, l'ARC Ltd sera impliquée dans les réunions portant sur la finalisation des processus de personnalisation d'*Africa RiskView* et mènera les discussions sur les paramètres de transfert de risques dans tous les futurs pays membres. L'ARC Ltd poursuivra le dialogue avec ses partenaires sur la question des différents mécanismes de financement des primes d'assurance en s'inscrivant dans la continuité de son implication dans le programme ADRiFi de la BAD en 2018.

Les principales activités prévues en 2019 resteront axées sur les besoins des clients actuels et potentiels en améliorant le produit d'assurance contre la sécheresse en partenariat avec le département R&D. Ces activités sont notamment :

- Recherche et mise en œuvre des améliorations à apporter au produit actuel, dans la mesure du possible
- Renforcement des capacités spécifiques à l'assurance afin de s'assurer que les États membres soient mieux à même de prendre des décisions quant à la couverture d'assurance qu'ils souscrivent
- Collaboration avec les partenaires techniques afin de définir des valeurs quantitatives des paramètres d'assurance qui puissent être adaptés à la situation de chaque pays afin de déterminer dans quelle mesure l'assurance peut s'inscrire dans le cadre d'une stratégie générale de financement des risques de catastrophes naturelles
- Soutien aux efforts de financement des primes d'assurance et collaboration avec l'Institution de l'ARC en ce sens

# **Budget 2019 de la Mutuelle panafricaine de gestion des risques (ARC)**

Décembre 2018

ARC/COP7/D001.2702\_19

[www.africanriskcapacity.org](http://www.africanriskcapacity.org)

## Aperçu et établissement du budget

Le budget 2019 de l'Institution de la Mutuelle panafricaine de gestion des risques (Institution de l'ARC) a été établi conformément à la procédure budgétaire adoptée lors de la dixième réunion du Conseil d'administration de l'Institution de l'ARC (en juillet 2017). Ce document présente le budget de la Mutuelle panafricaine de gestion des risques (ARC) pour l'année civile 2019.

Le budget 2019 de l'Institution de l'ARC reflète les coûts des effectifs et des activités nécessaires à la réalisation des objectifs de l'ARC, tels que définis dans son Cadre stratégique. Il s'inscrit dans le Cadre de résultats et le budget précédemment élaborés pour la période 2016-2020 (tels que prévus par le Cadre stratégique), et correspond au budget des années précédentes.

Tous les départements de l'Institution de l'ARC et de la Société d'assurance de l'ARC (ARC Ltd) ont contribué au Plan de mise en œuvre de l'ARC et ont établi à cet effet une liste détaillée des activités et des besoins en personnel. Il convient de souligner qu'il s'agit d'un budget roulant qui sera révisé chaque année en fonction du programme de travail annuel, lequel est subordonné aux enseignements tirés et à son exécution au cours de l'année considérée.

Le budget 2019 de l'Institution de l'ARC, hors dispositif de lutte contre les conditions climatiques extrêmes (XCF) et produit d'assurance contre les foyers et flambées épidémiques (O&E), est de 12 134 000 USD et reste inchangé par rapport au budget 2018. Les coûts d'appui indirects ont été ramenés de 7% à 6,5% par rapport à l'année précédente. Le budget total de recherche et développement pour les produits O&E et XCF est de 3 042 513 USD.

Tableau 1 –Budget total

Institution de l'ARC	2019			2018		
	Activités	Personnel	TOTAL	Activités	Personnel	TOTAL
<b>Coûts directs des projets</b>	<b>4 738 775</b>	<b>6 654 652</b>	<b>11 393 427</b>	<b>4 717 581</b>	<b>6 622 606</b>	<b>11 340 187</b>
Coûts d'appui indirects	308 020	432 552	740 573	330 231	463 582	793 813
<b>Coûts totaux</b>	<b>5 046 796</b>	<b>7 087 205</b>	<b>12 134 000</b>	<b>5 047 811</b>	<b>7 086 188</b>	<b>12 134 000</b>

O&E+XCF	2019			2018		
	Activités	Personnel	TOTAL	Activités	Personnel	TOTAL
O&E (R&D)	1 423 141	651 963	2 075 104	1 210 613	515 760	1 726 373
XCF (R&D)	605 815	175 900	781 715	505 956	263 680	769 636
<b>Coûts directs des projets</b>	<b>2 028 956</b>	<b>827 863</b>	<b>2 856 820</b>	<b>1 716 569</b>	<b>779 440</b>	<b>2 496 009</b>
Coûts d'appui indirects	131 882	53 811	185 693	120 160	54 561	174 721
<b>Coûts totaux O&amp;E+XCF</b>	<b>2 160 838</b>	<b>881 674</b>	<b>3 042 513</b>	<b>1 836 729</b>	<b>834 001</b>	<b>2 670 729</b>

## Budget par résultat

Le budget de l'ARC est réparti entre les trois objectifs de l'ARC. Le Tableau 2 présente le budget de l'Institution de l'ARC par résultat.

- Résultat 1 – Recherche et développement dynamiques et appliqués visant à faciliter l'accès des États membres de l'UA à des outils innovants et à des produits d'assurance afin qu'ils puissent gérer efficacement leurs risques de catastrophe naturelle.
- Résultat 2 – Renforcement de la gestion des risques de catastrophe sur le continent en renforçant les capacités des États membres de l'UA à prévoir et planifier les catastrophes naturelles ainsi qu'à y répondre de manière efficace et efficiente.
- Résultat 3 – Extension graduelle des opérations de l'ARC et de la couverture d'assurance.

Tableau 2 – Budget par résultat

Budget par résultat (USD)	2019				2018	
	Activités	Personnel	TOTAL	%	TOTAL	%
Résultat 1	789 599	1 961 350	2 750 949	23%	2 925 298	24%
Résultat 2	2 737 464	2 930 218	5 667 683	47%	5 557 323	46%
Résultat 3	1 211 712	1 763 084	2 974 796	25%	2 857 566	24%
<b>Coûts directs des projets</b>	<b>4 738 775</b>	<b>6 654 652</b>	<b>11 393 427</b>	<b>94%</b>	<b>11 340 187</b>	<b>93%</b>
Coûts d'appui indirects	308 020	432 552	740 573	6%	793 813	7%
<b>Coûts totaux</b>	<b>5 046 796</b>	<b>7 087 205</b>	<b>12 134 000</b>	<b>100%</b>	<b>12 134 000</b>	<b>100%</b>

## Budget par département

Le Tableau 3 présente le budget détaillé par département. Il décrit les ressources et dépenses nécessaires pour produire les résultats prévus conformément au programme de travail 2019 de chaque département. Les produits XCF et O&E ne sont pas pris en compte ici, dans la mesure où il s'agit de projets spéciaux visant au développement de nouveaux modèles et qu'ils n'ont pas encore été intégrés aux activités régulières.



Figure 1 – Budget par département

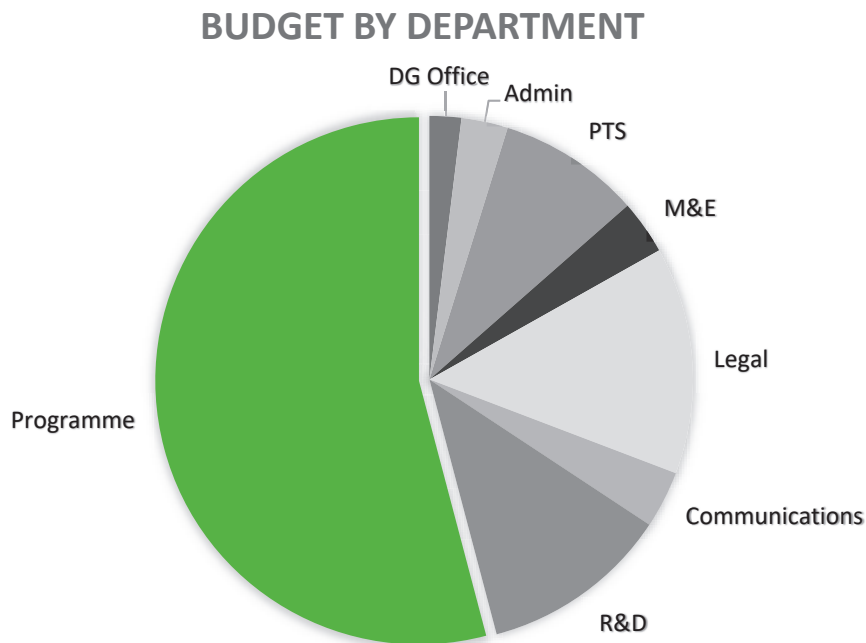


Tableau 3 - Budget par département

Budget par département	2019				2018	
	Activités	Personnel	TOTAL	%	TOTAL	%
Bureau DG	92 228	378 149	470 377	4%	516 161	4%
Administration	135 175	568 107	703 282	6%	690 738	6%
AP&ST	413 855	561 363	975 218	8%	1 092 755	9%
S&E	157 197	309 414	466 612	4%	608 251	5%
Affaires juridiques	660 646	323 772	984 418	8%	924 865	8%
Communication	165 680	188 349	354 029	3%	436 710	4%
R&D	549 964	1 076 134	1 626 098	13%	1 529 419	13%
Programme	2 564 030	3 249 365	5 813 395	48%	5 541 289	46%
<b>Coûts directs des projets</b>	<b>4 738 775</b>	<b>6 654 652</b>	<b>11 393 427</b>	<b>94%</b>	<b>11 340 187</b>	<b>93%</b>
Coûts d'appui indirects	308 020	432 552	740 573	6%	793 813	7%

<b>Coûts totaux</b>	<b>5 046 796</b>	<b>7 087 205</b>	<b>12 134 000</b>	<b>100%</b>
---------------------	------------------	------------------	-------------------	-------------

<b>12 134 000</b>	<b>100%</b>
-------------------	-------------

<b>Budget des projets de recherche</b>	<b>Activités</b>	<b>Personnel</b>	<b>TOTAL</b>	<b>%</b>
O&E (R&D)	1 423 141	651 963	2 075 104	68%
XCF (R&D)	605 815	175 900	781 715	26%
<b>Coûts directs des projets</b>	<b>2 028 956</b>	<b>827 863</b>	<b>2 856 820</b>	<b>94%</b>
Coûts d'appui indirects	131 882	53 811	185 693	6%
<b>Coûts totaux</b>	<b>2 160 838</b>	<b>881 674</b>	<b>3 042 513</b>	<b>100%</b>

<b>TOTAL</b>	<b>%</b>
1 726 373	65%
769 636	29%
<b>2 496 009</b>	<b>93%</b>
174 721	7%
<b>2 670 729</b>	<b>100%</b>

<b>Budget total ARC, y.c. O&amp;E + XCF</b>	<b>Activités</b>	<b>Personnel</b>	<b>TOTAL</b>	<b>%</b>
<b>Coûts directs des projets</b>	<b>6 767 732</b>	<b>7 482 515</b>	<b>14 250 247</b>	<b>94%</b>
Coûts d'appui indirects	439 903	486 364	926 266	6%
<b>Coûts totaux</b>	<b>7 207 634</b>	<b>7 968 879</b>	<b>15 176 513</b>	<b>100%</b>

<b>TOTAL</b>	<b>%</b>
<b>13 836 196</b>	<b>93%</b>
968 534	7%
<b>14 804 729</b>	<b>100%</b>

## Budget relatif aux effectifs par département

Les effectifs pour 2019 ont été déterminés en fonction des besoins en personnel et spécialisations requis pour atteindre les objectifs définis dans le Cadre stratégique de l'ARC. Tous les postes sont chiffrés selon le coût standard de chaque catégorie de personnel, tel que fixé par le Programme alimentaire mondial, avec lequel l'ARC a conclu un contrat de services administratifs.

Le budget relatif aux frais de personnel, ainsi que le budget des activités par département (Tableaux 4 et 6), présente les principales catégories de dépenses et montre de quelle façon le budget a été élaboré. Le Tableau 4 ci-dessous donne un aperçu de la dotation en personnel telle que provisoirement prévue pour l'année 2019, tandis que le Tableau 5 présente les effectifs par département, exprimés en équivalents plein temps (EPT). Les effectifs rattachés aux projets XCF et O&E sont présentés séparément.

Tableau 4 – Budget relatif effectifs par département

<b>Directeur général, SSG, personnel</b>	<b>Classe</b>	<b>Lieu</b>	<b>Base</b>	<b>Coût unit.</b>	<b>Quantité</b>	<b>Coût</b>
DG SSG	ASG	Joburg	Mensuelle	27 662	12	331 949
Assistant de direction	G7	Joburg	Mensuelle	3 850	12	46 200
<b>Total</b>						<b>378 149</b>

Administration, personnel	Classe	Lieu	Base	Coût unit.	Quantité	Coût
Assistant RH & attaché liaison Rome	G6	Rome	Mensuelle	9 080	12	108 960
Assistant achats PAM	G5	Joburg	Mensuelle	2 850	12	34 200
Assistant de bureau	G5	Joburg	Mensuelle	2 200	11	24 200
Assistant de bureau PAM	G3	Rome	Mensuelle	4 980	12	59 760
Chauffeur	G3	Joburg	Mensuelle	2 384	12	28 608
<b>Total</b>						<b>255 728</b>

Administration, consultants	Classe	Lieu	Base	Coût unit.	Quantité	Coût
Responsable budget, finance & admin.	Consultant	Joburg	Mensuelle	11 220	10	112 200
Consultant gestion projet	Consultant	À distance	Mensuelle	373	165	61 598
Responsable RH PAM	Consultant	Rome	Mensuelle	4 529	11	49 820
Consultant RH/Formation et développement	Consultant	Joburg	Mensuelle	4 524	11	49 761
Conseiller valeurs essentielles	Consultant	Joburg	Mensuelle	200	30	6 000
Indemnité forfaitaire mensuelle						33 000
<b>Total</b>						<b>312 379</b>

Affaires politiques et services techniques, personnel	Classe	Lieu	Base	Coût unit.	Quantité	Coût
Responsable partenariats & protocole	P2	Joburg	Mensuelle	11 680	11	128 480
Assistant programme	G6	Joburg	Mensuelle	3 250	12	39 000
Chauffeur	G2	Addis	Mensuelle	600	12	7 200
Stagiaire	Stagiaire	Joburg	Mensuelle	889	6	5 335
<b>Total</b>						<b>180 015</b>

Affaires politiques et services techniques, consultants	Classe	Lieu	Base	Coût unit.	Quantité	Coût
Économiste en chef	Consultant	Joburg	Mensuelle	7 213	11	79 348
Responsable affaires politiques	Consultant	Joburg	Mensuelle	6 189	11	68 083
Responsable partenariats	Consultant	Joburg	Mensuelle	4 117	11	45 284
Responsable mobilisation des ressources	Consultant	Joburg	Mensuelle	3 330	11	36 633
Consultant assurance	Consultant	À distance	Journalière	400	20	8 000
Consultant stratégie	Consultant	À distance	Journalière	400	30	12 000
Indemnité forfaitaire mensuelle						132 000
<b>Total</b>						<b>381 348</b>

Suivi et évaluation, personnel	Classe	Lieu	Base	Coût unit.	Quantité	Coût
Conseiller principal S&E	P4	Joburg	Mensuelle	18 770	12	225 240
<b>Total</b>						<b>225 240</b>

Suivi et évaluation, consultants	Classe	Lieu	Base	Coût unit.	Quantité	Coût
Consultant S&E	Consultant	Joburg	Mensuelle	4 652	11	51 174
Indemnité forfaitaire mensuelle						33 000
<b>Total</b>						<b>84 174</b>

Affaires juridiques, consultants	Classe	Lieu	Base	Coût unit.	Quantité	Coût
Conseiller juridique principal & Secrétaire du Conseil	Consultant	Joburg	Mensuelle	7 752	11	85 272
Conseiller juridique	Consultant	Joburg	Mensuelle	4 000	11	44 000
Conseiller juridique	Consultant	Joburg	Mensuelle	4 000	8	32 000
Conseiller juridique spécial ARC	Consultant	À distance	Journalière	700	30	21 000
Chargé de liaison principal	Consultant	À distance	Mensuelle	3 000	4	12 000
Expert auto-évaluation	Consultant	À distance	Journalière	400	45	18 000
Honoraires (Conseil)						21 500
Indemnité forfaitaire mensuelle						90 000
<b>Total</b>						<b>323 772</b>

Communications, consultants	Classe	Lieu	Base	Coût unit.	Quantité	Coût
Directeur de la communication	Consultant	Joburg	Mensuelle	6 701	11	73 715
Consultant en communication Junior	Consultant	Joburg	Mensuelle	3 330	11	36 633
Consultant en communication Junior	Consultant	À distance	Journalière	200	60	12 000
Indemnité forfaitaire mensuelle						66 000
<b>Total</b>						<b>188 349</b>

Recherche et développement, personnel	Classe	Lieu	Base	Coût unit.	Quantité	Coût
Directeur R&D	P5	Joburg	Mensuelle	21 990	8	175 920
Directeur adjoint R&D	P4	Rome	Mensuelle	18 405	12	220 860
Stagiaire	Stagiaire	Rome	Mensuelle	889	6	5 335
<b>Total</b>						<b>402 115</b>

Recherche et développement, consultants	Classe	Lieu	Base	Coût unit.	Quantité	Coût
Architecte principal ARV	Consultant	À distance	Journalière	601	170	102 133
Resp. développement produit inondations	Consultant	À distance	Mensuelle	9 263	11	101 889
Ingénieur principal ARV	Consultant	À distance	Journalière	573	150	85 986
Responsable partenariats techniques	Consultant	Joburg	Mensuelle	5 000	10	50 000
Développeur Senior	Consultant	À distance	Journalière	459	150	68 850
Ingénieur/spécialiste support IT	Consultant	Joburg	Mensuelle	6 120	11	67 320
Développeur	Consultant	À distance	Mensuelle	5 000	8	40 000
Ingénieur logiciel de recherche	Consultant	Joburg	Mensuelle	5 000	8	40 000

Agronome, spécialiste données, formateur	Consultant	À distance	Journalière	546	36	19 645
Expert SIG et données	Consultant	Joburg	Mensuelle	3 200	11	35 200
Expert modélisation sécheresse	Consultant	Rome	Journalière	129	70	8 996
Indemnité forfaitaire mensuelle						54 000
<b>Total</b>						<b>674 019</b>

Programme, personnel	Classe	Lieu	Base	Coût unit.	Quantité	Coût
Directeur de l'exploitation	D1	Joburg	Mensuelle	24 845	12	298 140
Coordinateur de programme Senior	P5	Joburg	Mensuelle	21 990	8	175 920
Chef engagement pays - Afrique de l'Ouest et centrale	P4	Joburg	Mensuelle	18 770	4	75 080
Chef engagement pays - Afrique de l'Est et australe	P4	Abidjan	Mensuelle	20 295	12	243 540
Responsable planification d'urgence	P4	Joburg	Mensuelle	18 770	12	225 240
Responsable unité assistance technique	P4	Joburg	Mensuelle	17 118	12	205 410
Responsable de l'engagement pays	P3	Joburg	Mensuelle	15 465	12	185 580
Responsable de l'engagement pays	P2	Abidjan	Mensuelle	10 925	11	120 175
Administrateur programme	G6	Joburg	Mensuelle	3 280	12	39 360
Assistant de programme	G5	Abidjan	Mensuelle	2 200	12	26 400
Assistant adm. - PAM	SC5	Abidjan	Mensuelle	2 653	12	31 836
Chauffeur	SC4	Abidjan	Mensuelle	950	12	11 400
Stagiaire	Stagiaire	Joburg	Mensuelle	889	8	7 113
Stagiaire égalité H/F – assistant recherche	Stagiaire	Joburg	Mensuelle	889	11	9 781
Bénévole	Bénévole	Abidjan	Mensuelle	268	12	3 216
<b>Total</b>						<b>1 658 190</b>

Programme, consultants	Classe	Lieu	Base	Coût unit.	Quantité	Coût
Expert assurance	Consultant	Joburg	Journalière	750	40	30 000
Conseiller principal	Consultant	Joburg	Journalière	510	20	10 200
Spécialiste égalité H/F	Consultant	Joburg	Mensuelle	8 874	11	97 614
Consultant égalité H/F	Consultant	À distance	Journalière	350	20	7 000
Consultant boîte à outils pour l'intégration de l'égalité H/F	Consultant	À distance	Journalière	350	20	7 000
Responsable principal de l'engagement pays	Consultant	Joburg	Mensuelle	8 000	8	64 000
Responsable de l'engagement pays	Consultant	Joburg	Mensuelle	4 037	11	44 409
Analyste de l'engagement pays	Consultant	Joburg	Mensuelle	3 630	11	39 930
Responsable de l'engagement pays (Junior)	Consultant	Kenya	Mensuelle	3 265	10	32 650
Responsable de l'engagement pays	Consultant	Abidjan	Mensuelle	4 037	11	44 409
Responsable de l'engagement pays	Consultant	Abidjan	Mensuelle	4 037	11	44 409
Analyste de l'engagement pays	Consultant	Abidjan	Mensuelle	3 761	11	41 368

Chargé de liaison BAD	Consultant	Abidjan	Mensuelle	5 998	11	65 974
Consultant (contrat-cadre) Afrique de l'Ouest	Consultant	À distance	Journalière	429	40	17 177
Consultant (contrat-cadre) Côte d'Ivoire	Consultant	À distance	Journalière	200	60	12 000
Responsable planification d'urgence (Senior)	Consultant	Joburg	Mensuelle	5 984	11	65 828
Responsable planification d'urgence	Consultant	Joburg	Mensuelle	3 330	11	36 633
Responsable assurance qualité	Consultant	Joburg	Mensuelle	6 000	8	48 000
Analyste principal risques et vulnérabilité	Consultant	Joburg	Mensuelle	6 000	11	66 000
Analyste risques et vulnérabilité	Consultant	Joburg	Mensuelle	5 700	10	57 000
Analyste risques et vulnérabilité	Consultant	Joburg	Mensuelle	5 700	10	57 000
Analyste risques et vulnérabilité	Consultant	Abidjan	Mensuelle	4 199	11	46 193
Analyste risques et vulnérabilité	Consultant	Joburg	Mensuelle	4 140	11	45 542
Analyste risques et vulnérabilité (Junior)	Consultant	Joburg	Mensuelle	3 900	11	42 900
Expert SIG	Consultant	Joburg	Mensuelle	3 200	11	35 200
Consultant formation	Consultant	À distance	Journalière	387	20	7 740
Honoraires (Conseil)						10 000
Indemnité forfaitaire mensuelle						515 000
<b>Total</b>						<b>1 591 175</b>

### Foyers et flambées épidémiques (O&E)

O&E, personnel	Classe	Lieu	Base	Coût unit.	Quantité	Coût
Conseiller principal O&E	P5	Joburg	Mensuelle	21 990	12	263 880
Stagiaire	Stagiaire	Joburg	Mensuelle	889	12	10 670
<b>Total</b>						<b>274 550</b>

O&E, consultants	Classe	Lieu	Base	Coût unit.	Quantité	Coût
Responsable santé publique	Consultant	Joburg	Mensuelle	5 998	11	65 974
Chargé de liaison santé publique/pays	Consultant	Joburg	Mensuelle	5 267	11	57 940
Conseiller assurance	Consultant	Joburg	Mensuelle	6 000	6	36 000
Expert logiciel	Consultant	Joburg	Mensuelle	6 000	6	36 000
Honoraires (Conseil)						79 500
Indemnité forfaitaire mensuelle						102 000
<b>Total</b>						<b>377 414</b>

### Dispositif de lutte contre les conditions climatiques extrêmes (XCF)

<b>XCF, consultants</b>	<b>Classe</b>	<b>Lieu</b>	<b>Base</b>	<b>Coût unit.</b>	<b>Quantité</b>	<b>Coût</b>
Conseiller principal XCF	Consultant	Joburg	Mensuelle	6 500	11	71 500
Consultant principal XCF	Consultant	Joburg	Mensuelle	6 200	6	37 200
Consultant XCF	Consultant	Joburg	Mensuelle	5 700	6	34 200
Indemnité forfaitaire mensuelle						33 000
<b>Total</b>						<b>175 900</b>

Tableau 5 – Effectifs par département, exprimés en équivalents plein temps (EPT)

Effectifs par département et type de contrat (EPT)	2019				2018			
	Spécialistes recrutés à l'international	Consultants	Services généraux	Total EPT	Spécialistes recrutés à l'international	Consultants	Services généraux	Total EPT
Bureau DG	1,0	0,0	1,0	2,0	1,0	0,0	1,0	2,0
Administration	0,0	2,8	2,9	5,7	0,0	3,3	3,8	7,0
AP&ST	0,9	4,2	2,0	7,1	1,0	4,6	2,0	7,6
S&E	1,0	1,0	0,0	2,0	1,0	1,7	0,0	2,7
Affaires juridiques	0,0	3,4	0,0	3,4	1,0	1,7	0,0	2,7
R&D	1,7	8,0	0,0	9,6	0,8	9,1	0,0	9,9
Communication	0,0	2,3	0,0	2,3	0,0	2,6	0,0	2,6
Programme	6,9	19,2	3,0	29,1	7,9	16,2	2,0	26,1
<b>Total</b>	<b>11,5</b>	<b>40,9</b>	<b>8,9</b>	<b>61,3</b>	<b>12,7</b>	<b>39,3</b>	<b>8,8</b>	<b>60,7</b>
O&E	1,0	3,1	0,0	4,1	1,0	2,5	0,0	3,5
XCF	0,0	2,1	0,0	2,1	0,5	0,9	0,0	1,4
<b>Total</b>	<b>1,0</b>	<b>5,2</b>	<b>0,0</b>	<b>6,2</b>	<b>1,5</b>	<b>3,4</b>	<b>0,0</b>	<b>4,9</b>
<b>Total</b>	<b>12,5</b>	<b>46,1</b>	<b>8,9</b>	<b>67,5</b>	<b>14,2</b>	<b>42,7</b>	<b>8,8</b>	<b>65,6</b>



## Budget des activités par département

Le Tableau 6 présente le budget des activités par département et détaille les activités prévues en 2019 telles que proposées par chaque département, ainsi que les coûts associés à ces activités.

### Institution de l'ARC (sauf personnel et consultants)

Tableau 6 – Budget des activités par département

Directeur général, SSG	Activités spécifiques planifiées	USD
Orientation stratégique et opérationnelle de l'Institution de l'ARC	Y compris déplacements pour appuyer les objectifs de l'ARC	74 362
Frais fixes	Loyer et charges, équipement et services ST/IT, équipement et fournitures de bureau	17 867
<b>Total</b>		<b>92 228</b>
Administration	Activités spécifiques planifiées	USD
Séminaire annuel ARC	Préparatifs administratifs et logistiques/organisation du séminaire	69 058
Séminaire admin.	Coordination et amélioration des processus administratifs	9 335
Gestion budget	Coordination Programme de travail/budget et examen du budget	2 790
Gestion RH	Mesures de suivi RH afin d'assurer la cohérence et la qualité des services RH	4 896
Formation	Formation du personnel	9 263
Frais fixes	Loyer et charges, équipement et services ST/IT, équipement et fournitures de bureau	39 833
<b>Total</b>		<b>135 175</b>
Affaires politiques et services techniques	Activités spécifiques planifiées	USD
Étude technique	Actualisation de l'analyse coût-avantage	60 000

Étude technique	Contribution à la publication annuelle de la BID sur les pratiques agricoles dans le monde	1 463
Développement d'un outil de formation technique	Développement d'un outil de financement des risques et formation à cet outil	3 750
Acquisition, développement et partage des connaissances	Création du Comité consultatif sur les politiques AP&ST /ARC	12 450
Séminaire personnel AP&ST	Formation et débats sur l'amélioration des processus	2 100
Formation	Mise en place d'un programme pilote pour la création d'un centre de formation à l'assurance en Afrique	64 890
Appui politique et stratégique à l'engagement pays	Établissement des profils de risque en collaboration avec les gouvernements et les partenaires du développement, p.ex. UNISDR, BAD, CEA, CIAT	30 000
Dialogue avec la Commission de l'Union africaine (CUA)	Coordonner les contributions de l'ARC au rapport annuel de la CUA sur les activités de l'UA, de ses organes et institutions spécialisées	15 375
Dialogue avec la Commission de l'Union africaine (CUA)	1. premier projet de stratégie collaborative ARC-CUA	2 625
Dialogue avec la Commission de l'Union africaine (CUA)	Coordonner et organiser une réunion de haut niveau avec l'ARC et/ou une conférence de presse en marge du Sommet de l'UA	10 900
Dialogue avec le PDDAA	Réunions préliminaires avec l'équipe PDDAA afin d'associer l'ARC au comité de suivi du PDDAA chargé de suivre la mise en œuvre de la Déclaration de Malabo sur la croissance de l'agriculture africaine	5 625
Renforcement des partenariats techniques	2 nouveaux protocoles d'entente et mise en œuvre des protocoles existants	2 625
Dialogue avec le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD)	1 atelier pour développer le secteur de l'assurance en Afrique, en collaboration avec InsuResilience et d'autres partenaires	19 213
Activités de plaidoyer en faveur de l'ARC et dialogue	Participation aux événements des partenaires DRM (gestion des risques de catastrophes) à l'échelle mondiale, continentale, régionale ou nationale en lien avec l'engagement politique de l'ARC	11 813
Engagement politique et activités de plaidoyer en faveur de l'ARC	Organisation d'ateliers communs avec les CER (CDA, CEDEAO, CEEAC, CAE, IGAD) sur le financement des risques de catastrophes naturelles	19 400
Engagement politique et activités de plaidoyer en faveur de l'ARC	Événement axé sur l'accroissement de la visibilité de l'ARC en lien avec l'UA/CCNUCC/BAD	19 400
Engagement politique et activités de plaidoyer en faveur de l'ARC	Organiser 1 table ronde annuelle avec les agriculteurs, les ONG et des représentants de la société civile en collaboration avec Trust Africa	20 525
Gestion de l'engagement donateurs	Planifier des visites des donateurs au siège de l'ARC (2 donateurs) et aider la direction à cet égard	3 000
Gestion de l'engagement donateurs	Organiser une réunion annuelle avec les donateurs et coordonner la participation des donateurs aux réunions de l'ARC (réunions du Conseil, Cdp ARC)	3 375

Mobilisation des ressources	Inventorier les fonds apportés par les donateurs (par donateur et par secteur)	3 000
Mobilisation des ressources	Organiser une table ronde sur la gestion des risques à l'occasion de 2 événements internationaux (Cdp CCNUCC, AG ONU)	3 375
Mobilisation des ressources	Coordonner et planifier des visites de la direction auprès de donateurs potentiels (2)	3 000
Mobilisation des ressources	Gérer et organiser une table ronde sur les thèmes de la gestion des risques de catastrophes et les activités de plaidoyer (2 pays par an)	2 250
Mobilisation des ressources	Diriger et coordonner le programme phare « Améliorer le transfert de risque en Afrique » de l'initiative d'adaptation pour l'Afrique (AAI-IAA)	2 625
Dialogue et partenariat avec les acteurs de la Coopération sud-sud	Mission exploratoire en Asie de l'Est afin de rechercher des possibilités de financement de l'Institution de l'ARC et de financement des primes des pays, et prendre contact avec des réassureurs de cette région	4 050
Secteur privé et institutions multilatérales de financement du développement	Développer un programme de travail associant les activités de l'ARC aux interventions du secteur privé (Afreximbank, Banque Mondiale, BAD, BID et Willis)	2 625
Appui aux responsables de l'engagement pays (Afrique de l'Ouest et Afrique centrale & Afrique de l'Est et Afrique australe)	Mission exploratoire, collaboration technique avec les partenaires/donateurs	4 875
Extension graduelle de l'assurance agricole	Étudier les possibilités de co-assurance avec ARC Ltd	2 250
Extension graduelle de l'assurance agricole	Financement d'interventions/instruments spécifiques aux événements survenant fréquemment/à faible impact	10 125
Formation	Formation du personnel	11 585
Coûts fixes	Loyer et charges, équipement et services ST/IT, équipement et fournitures de bureau	55 568
<b>Total</b>		<b>413 855</b>

<b>Suivi &amp; évaluation</b>	<b>Activités spécifiques planifiées</b>	<b>USD</b>
Atelier d'analyse des capacités S&E	Organiser un atelier sur l'analyse/bilan des capacités S&E	37 500
Assistance pays	Formation S&E de la planification d'urgence et assistance en vue de l'amélioration des systèmes S&E (huit pays)	29 963
Préparation à la planification d'urgence (PU)	Assurer l'assistance technique pour la préparation/révision des plans opérationnels des pays	16 875
Évaluation	Commander une procédure d'évaluation	45 000

Mise en place d'un réseau professionnel	Mise en place d'un réseau professionnel	6 750
Formation	Formation du personnel	3 243
Coûts fixes	Loyer et charges, équipement et services ST/IT, équipement et fournitures de bureau	17 867
<b>Total</b>		<b>157 197</b>

<b>Affaires juridiques</b>	<b>Activités spécifiques planifiées</b>	<b>USD</b>
Réunions du Conseil	Deux réunions conjointes du Conseil de l'Institution et du Comité de direction d'ARC Ltd	114 740
Réunion du Comité des finances et d'audit	Une réunion du Comité des finances et d'audit	41 683
Conférence des Parties	Réunion de la Conférence des Parties, mars 2019	233 836
Sélection d'un siège permanent	Réunions du Comité, missions exploratoires dans les pays, coordination des rapports du Comité	117 819
Comité de pilotage de la réforme de la gouvernance	Réunions du Comité, soumission de rapports à la CqP, consultations avec les pays, dialogue avec l'UA	42 915
Dialogue avec les pays afin de les encourager à ratifier le Traité	Suivi avec les REP concernant la ratification, soutien/conseil aux pays si besoin	18 002
Finalisation du processus de protection de la propriété intellectuelle (PI) d'ARV	Mandater un dépositaire pour conserver le code source, développer une politique interne de protection du code source	22 500
Ateliers juridiques	Ateliers juridiques pour les pays souhaitant adhérer à ARC Ltd, éventuel lancement de nouveaux ateliers juridiques pour les pays de la CDAA au début du processus	37 665
Formation	Formation du personnel	5 565
Coûts fixes	Loyer et charges, équipement et services ST/IT, équipement et fournitures de bureau	25 921
<b>Total</b>		<b>660 646</b>

<b>Communication</b>	<b>Activités spécifiques planifiées</b>	<b>USD</b>
Refonte du site web	Refonte du site web et gestion de la cybersécurité	7 500
Ateliers sur les techniques de communication	Ateliers sur les techniques de communication à l'intention du personnel	4 625
Rédaction d'une newsletter	4 éditions de la newsletter	15 000

Support de communication et matériel visant à améliorer la visibilité de l'ARC	Revue trimestrielle, conception et publication de brochures, flyers, matériel de sensibilisation à l'intention des acteurs impliqués	1 000
Diffusion aux médias et suivi	Création d'un fil de presse pour les communiqués de presse et la diffusion de contenus	7 500
Contenus photo et vidéo	Planifier 2 visites dans les États membres de l'ARC pour des séances photos	11 250
Courts documentaires sur l'ARC	Réaliser 1 sujet sur le modèle ARC	11 250
Amélioration de la visibilité lors de conférences importantes	Organiser 3 conférences de presse (chaque trimestre) lors d'événements internationaux	27 000
Présence auprès membres du Conseil lors d'actions de sensibilisation	Assister les membres du Conseil lorsqu'ils participent à des actions de sensibilisation	11 250
Conférences de presse	Conférences de presse en cas de versement d'indemnités ou autres événements importants	7 500
Visites auprès d'agences de presse	Organiser 3 visites afin de sélectionner les agences de presse dans les États membres assurés auprès de l'ARC	3 750
Informers les médias sur le renforcement des capacités	Organiser 2 ateliers sur le renforcement des capacités afin de former les médias au traitement de la réduction des risques de catastrophes	21 650
Visites de sensibilisation auprès de fondations africaines	Organiser 4 visites de sensibilisation à l'ARC auprès de fondations africaines	6 750
Supports pour la visibilité de l'ARC	Créer différents supports permettant d'améliorer la visibilité de l'ARC	7 500
Formation	Formation du personnel	3 686
Coûts fixes	Loyer et charges, équipement et services ST/IT, équipement et fournitures de bureau	18 469
<b>Total</b>		<b>165 680</b>

<b>Recherche et développement</b>	<b>Activités spécifiques planifiées</b>	<b>USD</b>
Assurance qualité du logiciel et du modèle ARV	Rencontres annuelles, en présentiel, du Forum d'examen technique (sécheresse et inondations)	25 170
Déplacement de l'équipe R&D dans les États membres de l'ARC	3 visites de l'architecte principal ARV et du directeur adjoint à Johannesburg	14 700
Maintenance du serveur et du logiciel ARV	Acquisition et maintenance du serveur	63 240
Modèle d'inondation	Modèle d'inondation prêt pour un premier programme pilote d'assurance	86 800
Commande de travaux de recherche auprès de partenaires externes (analyse et développement de modèles et données spécifiques)	Domaines de recherche : analyse des données pluviométriques, ILRI, VAM, amélioration du modèle et analyse comparative	210 000

Élargissement du réseau R&D	Visites en vue de réunions, ateliers, conférences sur l'alerte précoce, partenariats techniques et de recherche créés en Afrique et à l'international	33 630
Examen d'ARV	Mandater un consultant en solutions IT pour réaliser un examen technique complet d'ARV	14 000
Utilisation d'ARV comme outil d'alerte précoce	DATA LAB pour appuyer Cadre Harmonisé et l'utilisation d'ARV comme outil d'alerte précoce	35 770
Formation	Formation du personnel	15 646
Coûts fixes	Loyer et charges, équipement et services ST/IT, équipement et fournitures de bureau	51 008
<b>Total</b>		<b>549 964</b>
<b>Programme</b>	<b>Activités spécifiques planifiées</b>	<b>USD</b>
Missions d'évaluation et de suivi	Missions de présentation de l'ARC aux pays, ciblage des pays où aucune visite n'a été effectuée et/ou aucune action d'envergure n'est en cours (5-8 missions)	43 826
Mise en place du programme et procédures en vue d'établir un protocole d'accord de pré-participation	Missions de lancement dans les nouveaux pays ciblés pour signature du protocole d'accord de pré-participation	78 192
Missions de négociation des protocoles d'accord de pré-participation	Missions de suivi pour soutenir les structures institutionnelles en vue de la mise en œuvre du programme et l'adoption des protocoles d'accord de pré-participation	36 516
Sessions parlementaires	Séances de sensibilisation au programme dans les pays, à l'intention des parlementaires	32 626
Sessions avec les secrétaires permanents	Séances de sensibilisation au programme dans les pays, à l'intention des secrétaires permanents	30 500
Soutenir les échanges AP&ST avec les CER	Dialogue avec la CDAA, l'IGAD, la CEA, la COI, etc.	12 578
Ateliers d'apprentissage réunissant plusieurs pays	Missions de partage des connaissances entre les pays	12 869
Atelier régional (Afrique de l'Est et Afrique australe)	Atelier régional en Afrique de l'Est et en Afrique australe ESA Plateforme d'apprentissage/d'échanges – Thème à déterminer – Lieu : Afrique du Sud	51 350
Sessions de communication et de sensibilisation	Communication approche impliquant les parties concernées	33 686
Ateliers régionaux sur le financement des risques et l'assurance (3)	Collaboration avec les pays, préparation du matériel nécessaire aux ateliers, participation	153 285
Ateliers régionaux sur les paramètres de transfert de risque (PTR)	Collaboration avec chaque pays, individuellement, préparation du matériel nécessaire aux ateliers, participation	26 437
Missions visant à l'élaboration de politiques	Appuyer ARC Ltd lors des missions visant à l'élaboration de politiques	8 006

Signature des contrats d'assurance et suivi du paiement des primes	Appuyer ARC Ltd lors de la signature des contrats d'assurance et suivi du paiement des primes	12 328
Formation - Séminaire	Formation REPs et discussions sur les améliorations à apporter aux processus	26 783
Rémunération des experts et coordinateur national	Rémunération des équipes pays pour les activités de renforcement des capacités	539 589
Élaboration et examen des stratégies pays	Examen des stratégies pays et participation aux réunions stratégiques, collecte d'informations, avis et conseils sur les besoins en matière de transfert de risque	6 152
Missions de soutien impliquant la direction de l'ARC	Missions impliquant la direction de l'ARC afin de faciliter des rencontres de haut niveau	10 209
Exploration de nouveaux produits	Missions techniques sur le développement de nouveaux produits	10 848
Participation aux processus nationaux de RRC	Appuyer les autres processus et systèmes de RRC sur demande des pays, participer à différents forums RRC et y représenter les pays	4 210
Missions de sensibilisation et d'évaluation (BAD)	Participation du chargé de liaison BAD et du REP aux missions d'évaluation	27 424
Sessions ministérielles	Dialoguer avec les ministres et les sensibiliser aux questions de RRC et d'assurance	6 152
Sécheresse – formation au modèle dans les pays concernés (formations sur 4 jours)	Formation à ARV pour les équipes pays	113 118
Sécheresse – atelier de suivi sur le processus de personnalisation	Prendre contact avec le coordinateur national et les référents afin de faire le point sur la personnalisation de la composante « sécheresse » et les résultats attendus	113 118
Sécheresse – ateliers de validation (tous les pays)	Préparation et organisation de l'atelier	113 118
Ateliers PTR	Participation du responsable de la DAT aux ateliers organisés par ARC Ltd	16 125
Sécheresse – réunions d'examen du suivi en fin de saison	Échanges à distance avec les pays + visites sur place si nécessaire (env. 25% des pays)	15 190
Sécheresse – préparation des rapports sur la personnalisation	Collaboration avec les pays, rédaction des parties pertinentes	10 000
Sécheresse – réunions du CEPP	Soumission de la documentation nécessaire au CEPP (Comité d'examen du processus de personnalisation), coordonner les discussions et organiser des rencontres, si nécessaire (à JNB et ABJ)	78 150
Inondations – formation au modèle dans les pays concernés	Présentation des données AFED, du modèle AFM-R et du logiciel FDE; représentation cartographique des données à des fins de collecte des données	16 035
Inondations – validation des données	Validation des données (comment procéder à la validation des données AFED lorsque les données de validation, p.ex. les données historiques et autres sont prêtes)	14 215
Inondations – atelier de validation	Validation de l'indice et validation and validation avec un plus grand nombre d'intervenants	26 640



Cyclones tropicaux - formation au modèle dans les pays concernés	Prendre contact avec le coordinateur national et les référents afin de faire le point sur le processus de personnalisation et les résultats attendus.	7 730
Cyclones tropicaux – atelier de validation	Préparation et organisation de l'atelier	8 720
Séminaire technique	Atelier	13 400
Missions d'évaluation	Participer aux missions de lancement/exploratoires dans les nouveaux pays	7 784
Consultations sur les plans opérationnels dans les pays concernés	Effectuer des visites dans les pays et identifier les mécanismes les mécanismes d'intervention en cas de catastrophe ainsi que les acteurs	3 892
Ateliers de lancement dans les pays	Préparation et organisation des ateliers - ateliers	9 641
Ateliers sur les plans opérationnels – sécheresse (nouveaux pays)	Préparation et organisation des ateliers – 10 ateliers - sécheresse	33 001
Ateliers sur les plans opérationnels – inondations (nouveaux pays)	6 ateliers – organiser 1 atelier sur les PO dans chaque pays - inondations	36 829
Ateliers sur les plans opérationnels – cyclones tropicaux (nouveaux pays)	3 ateliers - organiser 1 atelier sur les PO dans chaque pays - CT	6 902
Missions de suivi afin d'aider les pays à préparer leurs plans opérationnels	Conseiller et aider les pays qui en font la demande à préparer leurs PO	6 116
Validation des plans opérationnels dans les pays concernés	Conseiller et aider les pays qui en font la demande à valider leurs PO	5 508
Révision/renouvellement des plans opérationnels des pays	Organiser un atelier sur place – exercice de révision des PO	35 206
Révision/amélioration/traduction des plans opérationnels	Passer en revue les PO des pays et s'assurer qu'ils remplissent les critères fixés	3 000
1 <sup>ère</sup> réunion du Comité d'examen technique (CET)	Réunions avec des experts indépendants afin de passer en revue les plans soumis par les pays (1 <sup>ère</sup> date d'entrée en vigueur, 2 <sup>ème</sup> passage en revue et PDMO)	63 054
2 <sup>ème</sup> réunion du Comité d'examen technique (CET)	Réunions avec des experts indépendants afin de passer en revue les plans soumis par les pays - réunions (2 <sup>ème</sup> date d'entrée en vigueur, 2 <sup>ème</sup> passage en revue et PDMO)	59 496
Réunions avec le Mécanisme d'évaluation par les pairs (MEO) en vue du processus d'approbation	Organiser deux rencontres avec les membres du MEP afin d'analyser les recommandations du CET	38 905
Atelier de préparation du plan définitif de mise en œuvre dans l'éventualité d'un versement d'indemnités d'assurance	Aider les groupes de travail (GTT) des pays concernés à préparer les PDMO	6 885
Participer aux processus RRC des pays	Appuyer les autres processus et systèmes de RRC sur demande des pays, participer à différents forums RRC et y représenter les pays	18 360
Audit financier dans l'éventualité d'un versement d'indemnités d'assurance	Commander un audit financier dans les pays bénéficiant d'un versement d'indemnités d'assurance	16 000
Analyse des normes et directives	Atelier sur la PU et les enseignements tirés + nouveautés en matière de PU	1 600
Replica	Organiser un atelier sur le programme « Replica »	21 728



Orientation stratégique et directives opérationnelles de l'Institution de l'ARC	Comprend les déplacements du bureau du DE afin d'appuyer les objectifs de l'ARC	73 704
Gestion de l'apprentissage	Acquisition d'un système de gestion de l'apprentissage, mise en place et maintenance	9 000
Développement d'une stratégie égalité H/F	Réunions et débats sur la question de l'égalité H/F dans 3 pays	18 175
Activités de suivi et d'évaluation	Organisation de débats sur la question de l'égalité H/F lors des ateliers de renforcement des capacités	8 064
Activités de suivi et d'évaluation	Formation des REPs au thème de l'égalité H/F	2 676
Création de partenariats stratégiques	Participation aux pré-sommets du GIMAC (« Gender is my agenda »)	4 576
Création de partenariats stratégiques	Participation aux pré-sommets sur l'égalité H/F de l'UA	1 976
Création de partenariats stratégiques	Participation aux événements sur l'égalité H/F du CRDI/de la BAD	2 288
Création de partenariats stratégiques	Déplacement au Canada et/ou Sénégal dans le cadre de partenariats en faveur de l'égalité H/F	3 450
Participation à des conférences sur les bonnes pratiques en matière d'égalité H/F	Participation à des conférences sur les bonnes pratiques en matière d'égalité H/F	7 776
Formation	Formation du personnel	47 187
Coûts fixes	Loyer et charges, équipement et services ST/IT, équipement et fournitures de bureau	302 129
<b>Total</b>		<b>2 564 030</b>

## Foyers et flambées épidémiques (O&E)

Activités liées au produit O&E	Activités spécifiques planifiées	USD
Établissement de profils de risque et analyse des lacunes en fonction des agents pathogènes sélectionnés	Examen des profils de risque et analyse des lacunes pour 4 agents pathogènes (virus Ebola, virus Marburg, virus de Lassa et <i>Neisseria meningitidis</i> ) en Guinée et en Ouganda – Travail externalisé	321 939
Développement d'un cadre de planification d'urgence O&E, de normes et directives et de modèles ; plans opérationnels spécifiques à chaque agent pathogène dans les pays concernés	Examen indépendant du cadre de planification d'urgence O&E, des normes et directives et des modèles ; examen technique et examen par les pairs des plans d'urgence O&E – Travail externalisé	41 914

<p>Développement d'un indice et de mécanismes permettant le déclenchement de versements d'indemnités ; élaboration de modèles de risque en fonction de l'agent/des agents pathogène(s) sélectionné(s) Élaborer un modèle d'investissement des produits d'assurance O&amp;E de l'ARC, et réaliser une évaluation économique de l'assurabilité des agents pathogènes sélectionnés</p>	<p>143 501</p>
<p>Réunion du Comité consultatif d'experts O&amp;E</p>	<p>23 000</p>
<p>Missions dans le cadre du projet pilote en Guinée</p>	<p>44 200</p>
<p>Missions dans le cadre du projet pilote en Ouganda</p>	<p>35 200</p>
<p>Sensibiliser les ministres de la Santé et les superviseurs dans les 2 pays pilotes, et les impliquer dans la promotion du produit O&amp;E de l'ARC Partenariat technique (établissement des profils de risque) avec le CACM de l'UA et Metabiota</p>	<p>20 096</p>
<p>Contribution de l'ARC au travail d'établissement des profils de risque du CACM</p>	<p>16 500</p>
<p>Participation aux réunions de l'UA et des CER (y.c. les réunions des ministres de la Santé et des ministres des Finances) afin de présenter et promouvoir le produit O&amp;E, en présence du DG de l'ARC</p>	<p>40 500</p>
<p>Organiser des ateliers avec les partenaires technique (CACM, direction de l'OMS, bureau Afrique de l'OMS, Banque Mondiale, ARC Ltd) afin de favoriser le développement et la finalisation du produit O&amp;E</p>	<p>100 000</p>
	<p>55 000</p>
	<p>20 400</p>

Examen de l'indice et des déclencheurs du modèle O&E ; examen technique et examen par les pairs des modèles de risque élaborés pour 4 agents pathogènes en Guinée et en Ouganda – Travail externalisé  
Évaluer la rentabilité des produits d'assurance indicielle O&E de l'ARC et examiner l'analyse coût-avantage des agents pathogènes sélectionnés – Travail externalisé

Convoquer une réunion du Comité consultatif d'experts O&E – 3<sup>ème</sup> réunion en présentiel du CCE

4 missions de mise en place de la planification d'urgence O&E dans le pays, finalisation du modèle O&E, discussions sur les paramètres de déclenchement et préparation du pays à l'assurance

4 missions de mise en place de la planification d'urgence O&E dans le pays, finalisation du modèle O&E, discussions sur les paramètres de déclenchement et préparation du pays à l'assurance

Sensibiliser les ministres de la Santé et les superviseurs dans les 2 pays pilotes, et les impliquer dans la promotion du produit O&E de l'ARC

Organiser 3 réunions avec le CACM, le bureau Afrique de l'OMS et les partenaires de recherche afin de définir la stratégie d'établissement des profils de risque en fonction des agents pathogènes sélectionnés

Développement d'une stratégie d'établissement des profils de risque en fonction des agents pathogènes sélectionnés, développement d'un outil de communication et de gestion des connaissances afin de communiquer efficacement les résultats des profils de risque à l'échelle nationale

Participatn à 5 réunions (p.ex. une réunion UA et 2 réunions CER : CEDEAO, CAE | CDAA) et aux événements organisés par l'UA en marge de ces rencontres, et à 2 réunions des ministres de la Santé et des ministres des Finances. Objectif : renforcer la collaboration et les relations de travail avec l'UA, les CER et les agences d'atténuation/intervention en cas de catastrophe naturelle/risque de pandémie

Organiser 2 ateliers techniques avec le CACM, la direction de l'OMS et le bureau Afrique de l'OMS afin de passer en revue le travail réalisé (axes de travail 1, 2, 3 et 4). Objectif : comprendre le rôle et les responsabilités de chaque intervenant dans le cadre de l'assurance indicielle

Organiser un événement régional en Afrique de l'Ouest afin s'assurer de l'adhésion du pays et faire la promotion du produit O&E avant son lancement en 2020	Organiser un atelier régional à Conakry réunissant les pays signataires de l'OOAS de la CEDEAO et les pays de la CEEAC afin de faire le bilan du programme pilote en Guinée. Objectif : rassembler des experts et des représentants des pays pilotes afin de partager des informations en vue du lancement du produit O&E	74 940
Organiser un événement régional en Afrique de l'Est afin s'assurer de l'adhésion du pays et faire la promotion du produit O&E avant son lancement en 2020	Organiser un atelier régional à Kampala réunissant les pays de la CEA, de la CDAA et de l'IGAD afin de faire le bilan du programme pilote en Guinée. Objectif : rassembler des experts et des représentants des pays pilotes afin de partager des informations en vue du lancement du produit O&E	71 196
Mécanisme de travail technique en vue du financement stratégique des risques de flambées épidémiques/pandémies	Organiser 4 réunions (en collaboration avec le Mécanisme de financement d'urgence en cas de pandémies (PEF) de la Banque mondiale) sur le financement stratégique des risques de flambées épidémiques/pandémies (PEF, Fonds de réserve de l'OMS pour les situations d'urgence [CFE], CERs et réassureurs)	91 800
Élaboration de supports de communication et de sensibilisation	Élaboration de supports de communication et de sensibilisation ciblant différents événements et partenaires	20 000
Organiser un atelier en vue de l'examen technique/par les pairs du modèle de propagation des maladies	Organiser un atelier d'un jour en vue de l'examen technique/par les pairs du modèle de propagation des maladies intégrant les profils de risque complet et la planification d'urgence	40 225
Développement d'un cadre de travail et de processus communs à l'institution de l'ARC et l'ARC Ltd en vue du lancement du produit d'assurance O&E	Élaboration de réglementations des activités d'assurance en lien avec le produit O&E	30 000
Obligations légales en termes de commercialisation du produit O&E dans les États membres de l'UA	Mandater un cabinet indépendant pour créer le prospectus définitif en vue de la commercialisation du produit O&E	40 000
Développement d'une stratégie pour l'intégration de nouveaux pays dans le programme de renforcement des capacités O&E de l'ARC	Missions d'évaluation dans 5 autres pays (Sénégal, Nigeria, Gabon, Kenya et Zambie) en vue de la phase suivante (2020-21)	48 750
Engagement des donateurs et promotion du lancement du produit O&E	4 missions pour rencontrer les donateurs existants/potentiels et les sensibiliser au produit O&E	10 800
Séminaire O&E	Organiser le premier séminaire O&E	30 000
Obligations financières : paiement de l'ARC au gouvernement guinéen	Équipe O&E en Guinée (coordinateur national et experts du gouvernement)	20 000
Obligations financières : paiement de l'ARC au gouvernement ougandais	Équipe O&E en Ouganda (coordinateur national et experts du gouvernement)	20 000

Financement d'urgence	Financement d'urgence	20 000
Formation	Formation du personnel	6 634
Coûts fixes	Loyer et charges, équipement et services ST/IT, équipement et fournitures de bureau	36 545
<b>Total</b>		<b>1 423 141</b>

## Dispositif de lutte contre les conditions climatiques extrêmes (XCF)

Activités liées au dispositif XCF	Activités spécifiques planifiées	USD
Poursuite des travaux sur l'indice des extrêmes climatiques (IEC) et modélisation des risques	Après examen et mise au point définitive de l'IEC, recalcul de l'IEC et préparation de simulations de scénarios climatiques	100 000
Ateliers sur l'évaluation de l'IEC, en interne	2 ateliers d'examen de l'IEC	59 046
Analyse coût-avantage du dispositif XCF (ACA)	Commander une analyse coût-avantage du dispositif XCF, revoir et améliorer les normes et directives connexes en matière d'adaptation	100 000
Présentation et sensibilisation à l'ICE dans les États membres de l'ARC	Mandater un partenaire qui sera chargé de concevoir et de lancer une campagne de présentation et de sensibilisation à l'IEC dans les États membres de l'ARC	152 000
Missions d'évaluation	Stratégie d'engagement des partenaires : missions d'évaluation dans les pays et auprès des donateurs potentiellement intéressés par le dispositif XCF, déplacements et conférences (20 missions uniques)	50 000
Atelier de présentation du dispositif XCF	Ateliers avec différents partenaires ciblant l'IEC et les résultats de l'analyse coûts-avantages, et étapes à suivre en vue de la mise en œuvre opérationnelle	111 000
Lancement d'activités de sensibilisation à l'IEC sur différents marchés	Après résultats de l'examen de l'IEC (3 missions)	11 700
Formation	Formation du personnel	3 391
Frais fixes	Loyer et charges, équipement et services ST/IT, équipement et fournitures de bureau	18 679
<b>Total</b>		<b>605 815</b>